L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

JEUDI 21 DÉCEMBRE 72
JEUDI 4 JANVIER 73

N° 171

La crise du capitalisme s'accentue - Pompidou et Messmer menacent - Les banquiers transfèrent leurs capitaux à l'étranger - Le prix de l'or monte - L'inflation s'aggrave - Une nouvelle dévaluation se prépare - Le déchaînement du racisme anti-arabe précède et prépare la violence terroriste contre tous les travailleurs - La fascisation prépare le recours au fascisme, dans le but de stopper la débâcle de la bourgeoisie

sommaire

Éditorial : ***Après Pompidou, Messmer menace***
RIPOSTE OUVRIÈRE ! *p. 3*

S.N.C.F. : Faux déficit et réelle exploitation des travailleurs d'une nationalisation capitaliste *p. 4-5*

CAPITALISME = HAUSSE DES PRIX
(à propos de l'inflation) *p. 9*

Programme commun
Programme capitaliste
p. 6-7

INDOCHINE : Nixon intensifie les crimes de guerre et l'agression U.S. *p. 10-11*

Après l'assassinat de l'ouvrier immigré Mohamed Diab *p. 12*

CRIME DE L'O.A.S. SIONISTE

Mahmoud Hamchari, notre frère arabe, délégué en France de l'Organisation de libération de la Palestine, victime du fascisme israélien.

VIGILANCE, UNITÉ ET ACTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE POUR IMPOSER LA VICTOIRE DU PEUPLE !

LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

Augmenter la diffusion c'est possible, c'est nécessaire

Répondant à notre appel, deux C.D.H.R. nous font part de leurs initiatives

Camarades,

Nous avons lu avec émotion les appels de notre journal à augmenter la diffusion et la souscription pour rester à 12 pages.

Nous savons combien c'est important dans la période actuelle.

Tous les partis bourgeois, qu'ils se déclarent comme tels ou qu'ils cherchent à se déguiser, vont s'efforcer de dévoyer la colère légitime des travailleurs vers les urnes. Comme si le socialisme pouvait sortir d'élections organisées dans leurs moindres détails par la bourgeoisie !

Notre devoir à nous, marxistes-léninistes c'est de faire entendre largement la vérité : la seule voie pour que ça change réellement et de manière durable, c'est la révolution armée faite par le peuple !

Cette vérité est mortelle pour la bourgeoisie. Aussi est-il bien normal qu'elle mette tant d'obstacles à la diffusion de notre presse révolutionnaire. Mais nous les surmonterons ainsi que tous ceux que nous rencontrerons sur notre chemin par la suite.

Alors, voilà ce que nous avons décidé pour répondre à l'appel de notre journal.

Nous avons fait un tract : « Soutenons l'Humanité Rouge, journal des travailleurs en lutte contre la bourgeoisie », dont nous vous envoyons des exemplaires. Ce tract que nous glissons dans chaque journal pour en discuter avec nos lecteurs, nous allons le rédiger en Arabe et en Espagnol pour que tous les travailleurs comprennent que l'Humanité Rouge est leur journal.

En plus du numéro de la semaine nous diffusons d'anciens numéros comme le « spécial Algérie » en proposant à ceux qui les prennent de participer à la souscription de soutien.

Notre souscription atteint maintenant plusieurs centaines de francs anciens par semaine. Cette fois-ci elle se monte à 9,75 F par 6 travailleurs dont un martiniquais et plusieurs algériens.

Nous avons décidé de faire au moins un porte à porte de prospection par semaine pour faire connaître notre journal toujours plus largement. Nous diffusons sur les marchés en ajoutant chaque fois que nous pouvons le faire au panneau qui présente le journal de la semaine, un 2e panneau centré sur un événement important avec un texte simple et bien lisible et des couvertures de numéros de l'Humanité Rouge.

Cette semaine c'était sur l'assassinat de Mohamed Diab dans un commissariat à Versailles. Nous avons parlé de Mohamed, Djellali et des autres algériens lâchement assassinés côte à côte avec Pierre Overney et les autres français également assassinés par le pouvoir fascisant. Beaucoup, français et immigrés, se sont arrêtés pour le lire et en discuter avec nous. Il nous disaient leur indignation et un travailleur algérien a fait remarquer qu'en Algérie les attentats racistes contre les français n'existent pas. Il en était fier et avec raison.

Ils étaient tous d'accord que l'union des travailleurs était capitale pour empêcher les attentats fascistes de tout genre.

Nous en avons aussi beaucoup parlé dans les cafés où nous avons diffusé. Nous avons plus que doublé notre diffusion dans le quartier et il n'y a pas de raison que ça ne continue pas si nous persévérons dans notre effort. Car il correspond à un besoin réel des masses populaires : avoir leurs informations à eux dont ils peuvent se servir dans leur lutte contre le capitalisme. A nous de leur montrer que cette arme existe et qu'il faut s'en emparer !

Salutations communistes !

C.D.H R. Eugène Varlin

Chers Camarades,

Afin de répondre à l'appel du journal et d'augmenter la vente militante, nous avons adopté un nouveau style de travail pour la vente à la criée.

Avant nous nous séparions par groupes de deux pour diffuser le journal dans plusieurs marchés, avec des affiches préparées d'avance ou des panneaux.

En apparence le système n'était pas mauvais ; mais en réalité beaucoup de gens passaient sans nous voir et les affiches étaient rarement lues.

A présent, nous avons décidé de concentrer nos forces : quelques-uns restent à un endroit du marché et les autres circulent d'un bout à l'autre. Le texte des affiches ou des panneaux est préparé d'avance mais les affiches sont rédigées par terre. L'attroupement qui se produit nous permet de discuter plus facilement, et bien des travailleurs ou des ménagères s'en vont en disant « c'est vrai ce que vous dites », « c'est la vérité » ; nous vendons plus « d'Huma Rouge » ou nous la faisons connaître en donnant des bouillons. Quand l'attroupement s'est dissipé, nous rédigeons une deuxième affiche, sur un autre sujet, et ainsi de suite.

Faisons preuve d'initiative pour augmenter la diffusion.

L'H.R. vaincra !

C.D.H.R.

Paul Vaillant Couturier

Lettre d'une lectrice : "VOUS AVEZ RELEVÉ LE DRAPEAU ROUGE"

Chers Camarades,

Je reçois toujours régulièrement votre journal qui vient illuminer mes vieux jours. Je donne le numéro lu à ma fille, elle-même abonnée, et elle l'envoie à diverses personnes pour le faire connaître. Ce serait une catastrophe pour la jeunesse marxiste-léniniste que le journal ne puisse plus paraître car il exprime toujours des idées justes, on retrouve les années de « l'Humanité » du temps de Péri et Vaillant-Couturier que j'ai connus. C'est très bien de parler aux jeunes de nos anciens militants dont les plus combatifs et sincères périrent durant l'occupation allemande.

Courage, notre juste cause triomphera, vous avez relevé notre drapeau rouge et cela c'est déjà une grande victoire.

C'est d'un grand réconfort pour les vieux militants, qui, hélas, seraient partis avec une grande amertume si vous n'étiez pas venus.

Vos articles sont de plus en plus intéressants.

Acceptez, chers camarades, les sentiments les plus fraternels d'une vieille militante.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	en francs
G.B. - Soutien à H.R.	5
C.D.H.R. Longue Marche	50
Y.H. - Soutien à H.R.	2,80
Soutien permanent à notre presse - J.J.P.	14
Soutien à H.R. en plus de mon abonnement - F.D.	10
J.R. - Soutien à H.R. (Décembre)	100
Pour le combat d'H.R.	54
C.D.H.R. Est	60
Pour H.R. à 12 pages	15
En plus de mon abonnement pour le 12 pages hebdomadaire	34
Un lycéen du Technique	4,80
Une infirmière	4
Un travailleur O.R.T.F.	6
Un cheminot et sa femme	5
Un travailleur de lycée	0,50
Deux futures institutrices	18
Un lycéen	2
Un camarade ouvrier	3
Des militants	1,70
Un sympathisant	50
Un mécano	2
C.D.H.R. Cdt Bourgat	80
Anonyme S.B.	15,15
Vive le 6e Congrès du P.T.A.	5
Souscription permanente	2
M.G. en plus abonnement	4
En supplément à réabonnement	10
Une sympathisante	50
Vive l'Albanie Socialiste	5
Un bidasse soutien à la presse M.-L.	10
Le Souscripteur M. 2e fois.	5
Un camarade Stéphanois	3
Un camarade Stéphanois	10
Cercle E. Thaelmann	30
C.D.H.R. Ouandié	5
Cercle lecteurs banlieue	30,60
Un métallo	1
C.D.H.R. G.D.	150
Un camarade allemand	7
Un lecteur	8
C.D.H.R. Gustave Flourens	180
A.P.B.	13,60
A bas l'électoralisme, vive la lutte classe contre classe - A.L.T.	210
Un ami portugais	10
Un vieux travailleur retraité	1
Un abonné enseignant	20
Notre modeste contribution pour H.R. à 12 pages hebdo	5
Total de la semaine	1 317,15
Total précédent	240 928,10
Total général déjà utilisé pour régler les dettes de H.R.	242 245,25

A NOS LECTEURS :

En raison des fêtes de fin d'année, ce numéro sort sur quinze jours. Le prochain numéro (172) sortira jeudi 4 janvier.

FAITES CONNAITRE LES MOTS D'ORDRE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

en commandant et collant massivement nos nouveaux bandeaux :

changer de gouvernement ne change rien

changer de majorité ne change rien

IL FAUT CHANGER DE REGIME !

BOYCOTTONS

LES ÉLECTIONS CAPITALISTES !

PREPARONS

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE !

A BAS LA CONSTITUTION AU SERVICE DES INTÉRÊTS DES MONOPOLES CAPITALISTES !

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

IMPOSERA UNE CONSTITUTION AU SERVICE DU PEUPLE

U.D.R. = *Union Des Réactionnaires*

UNION de la GAUCHE = *Combine électorale*

VIVE la REVOLUTION PROLETARIENNE !

CLASSE CONTRE CLASSE

ÉDITORIAL

Après Pompidou, Messmer menace

RIPOSTE OUVRIÈRE !

Le premier légionnaire Messmer est un mal-aimé. Aussi Pompidou l'a-t-il envoyé sur les écrans de télévision pour essayer de lui faire une image de marque. C'est comme ça que pendant trois-quarts d'heure on a pu voir Messmer sous toutes les coutures. Des bancs de l'école aux fauteuils de Matignon en passant par la Légion, Messmer s'est détaillé en public. But : nous le présenter comme un bon fils, un bon mari, un bon citoyen et finalement « quelqu'un comme tout le monde ». Voilà qui montre à merveille le rôle d'empoisonneur, de déverseur de mensonges qui est celui de l'O.R.T.F.

Une fois le spectacle fini, le masque bonhomme a craqué, et c'est l'homme des monopoles, le Premier ministre de la République des exploiteurs qui est apparu, cynique et menaçant.

Après avoir vanté la camelote avariée de ce qu'il appelle le « plan anti-hausses », après avoir fait des promesses que les travailleurs entendent depuis longtemps (« baisse des prix », baisse des impôts et tout ce qui s'en suit), Messmer a lancé la menace, le défi :

« Ce plan ne pourrait échouer que si les Français, les consommateurs français — si les Français sont consommateurs — se détournaient du plan et s'ils ne voulaient pas y apporter leur collaboration, s'ils renonçaient à faire un effort pour freiner la hausse des prix. C'est la seule hypothèse où l'on puisse envisager l'échec de ce plan. Alors, nous serions conduits inévitablement à des mesures de contrainte car ces mesures de contrainte sont possibles, et si nous les avons refusées, c'est que nous pensions qu'il valait mieux faire confiance à la maturité des Français et à leur civisme. »

Voilà qui est parfaitement clair. La bourgeoisie se prépare au blocage des salaires. Conclusion : moins que jamais la classe ouvrière doit lâcher pied dans la lutte pour ses revendications. Tout au contraire, elle doit se préparer à riposter aux menaces des monopoles. Et le légionnaire a le culot de dire : « *... je crois que la France vit — et vit chaque année — de mieux en mieux* ». Il est vrai que la France dont il parle c'est celle des capitalistes et pas celle des travailleurs.

Mais Messmer ne s'est pas arrêté là. Voyez plutôt :

« Sous la Ve République le gouvernement, le Premier ministre d'abord mais le gouvernement aussi voient leur pouvoir naître de la décision du président de la République, qui nomme le Premier ministre.

Ce nouveau gouvernement sera constitué en fonction de la politique du président de la République et de celle qu'il voudra mener à ce moment-là, et non pas en fonction de telle ou telle combinaison électorale que l'on pourrait souhaiter ou que l'on pourrait, au contraire, repousser. »

Voilà qui est clair encore. Quel que soit le résultat des élections, Pompidou constituera le gouvernement de son choix et cela conformément à la Constitution ultra-réactionnaire de la Ve République. Voilà qui met les signataires du « Programme commun » dans une drôle de situation. Voilà qui montre à quelle voie sans issue mène la soumission totale aux institutions bourgeoises, une soumission qui va jusqu'à accepter la Constitution de la Ve République (voir pages 6 et 7).

Enfin, après tout cela, qui aurait pu s'en douter, Messmer déclare qu'il est pour le « socialisme », *« si le socialisme... c'est de vouloir et de construire une France qui, année après année, sera plus juste, sera plus humaine... »*

Nul doute qu'un jour les travailleurs lui montreront ce qu'est le socialisme, la dictature du prolétariat. Seulement, pour y arriver, il n'y a qu'une voie, la révolution prolétarienne qui détruira l'Etat et les institutions bourgeoises.

E.D.F. - G.D.F. (Brest) :

Vive l'action unie des électriciens et gaziers !

Un mouvement que nul n'attendait, s'est résolu par la lutte classe contre classe.

Renvoyés de S.C.M.P. (Sous-Commission Mixte à la Production) en C.M.P. nos problèmes d'effectifs n'aboutissaient pas. Seules des promesses « on verra, on étudiera, on examinera » étaient faites ; le tout délayé dans de grandes théories sur la rentabilité.

Pour nous, la rentabilité on s'en fout.

Nos délégués C.G.T. et C.F.D.T. exposent « timidement » le problème pour une nouvelle fois, mais n'obtiennent rien.

Nous avons pris conscience collectivement qu'il fallait passer à l'action, sans les syndicats, ou qu'ils nous suivent, mais de manière efficace, les « grévettes » d'une heure ou deux, voire de 24 heures, ne nous faisant pas obtenir gain de cause.

Après discussion à la base nous n'avions qu'un seul désir : faire aboutir nos revendications : amélioration des conditions de travail, augmentation de salaire et les relations hiérarchiques.

En fait, nous en avions tous « ras le bol » d'être pris pour des robots et non des hommes.

150 gars ont siégé dans les 3 ou 4 séances de ce comité mixte à la production, syndicalistes et ouvriers de la base.

Ils ont arraché après 19 jours de grève 37 nouveaux embauchages immédiats, 5 temporaires, 1 poste de cadre, 7 agents T.S.T. et 1 agent commercial + 2 postes supplémentaires au C.M.P. élargit du 20 novembre 1972.

Certains ont dit que la grève était « aventuriste » et mené par des gauchistes ; ceux-là même qui nous parlent de modérer les luttes à cause des élections, les Séguy - Marchais briseurs de luttes, collaborant avec le système capitaliste à des fins électoralistes. Nous ne nous laisserons pas tromper par ce que nous propose leur « programme commun ».

Vive la lutte classe contre classe !

Un électricien M.L.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE CEGEDUR A RIVE-DE-GIER

La grève déclenchée le 5 décembre, par les 300 ouvriers horaires se poursuit toujours à 100 % pour leurs revendications : augmentation horaire de 0,50 F pour tous, incorporation des primes dans le salaire de base.

A l'unanimité les grévistes ont repoussé le 8 décembre les propositions patronales. La direction proposait 0,50 % d'augmentation des salaires dans le cas où l'indice des prix ferait apparaître une augmentation du coût de la vie se situant entre 6,50 et 7 % et 1 % si cette augmentation atteignait 7,50 %.

Dans toutes les usines du groupe Cégédur, des débrayages de soutien ont eu lieu le 8 décembre. Ces usines sont : Le Bourget (500 ouvriers), Farmoutier (1 000), Issoire (1 500), Montreuil Belfroi (800) Neuf-Brisach (700), Castelsarrazin (1 500).

USINE MASSEY-FERGUSON DE MARQUETTE (Nord)

Les ouvriers spécialisés de cette usine sont en grève illimitée depuis le 7 décembre pour leurs revendications.

Un comité de soutien s'est créé le 13 décembre.

CABLES DE LYON A CLICHY (Hauts-de-Seine)

La grève engagée depuis le 18 novembre par les ouvriers immigrés, arabes et portugais se poursuit pour la réintégration de leur camarade Daniel Assaadi licencié arbitrairement et pour l'augmentation des salaires de 0,50 F de l'heure pour tous. La direction continue ses manœuvres. Après avoir augmenté les salaires de 0,15 à 0,25 de l'heure, sauf aux 63 grévistes, des huissiers sont venus à plusieurs reprises pour voir si les grévistes n'exerçaient pas de pression sur les ouvriers qui travaillent.

MAGASIN MAMMOUTH A SAINT-BRIEUC

Les travailleurs du magasin Mammouth se mettent en grève le vendredi 8 décembre au matin pour leurs revendications : le 13e mois, une prime de transport et une réduction du prix du repas pris au restaurant du magasin ouvert au public.

Un piquet de grève appelait les clients à ne pas acheter, mais les forces de répression sont intervenues à la demande de la direction. Plusieurs personnes ont été blessés.

Le samedi 9 décembre des ouvriers du Joint-Français, de Big-Dutchman, des Kaolins et de Plémet sont venus renforcés le piquet de grève. Des affiches portaient ces inscriptions : « Grève, tous solidaires », « Le Mammouth écrase les travailleurs », « Les flics protègent les profits des patrons », « Ce matin à la demande des patrons, les flics ont chargé les grévistes », « Les flics soutiennent les patrons, les consommateurs doivent soutenir les grévistes ; aucun achat au Mammouth », « Clients-grévistes solidarité ! », « Ne faites pas d'achat dans ce magasin, les flics ont matraqué des femmes », « Comme à l'Escale et Monoprix, nous voulons le 13e mois, prime de transport, réduction du prix des repas ».

LUTTE VICTORIEUSE des EBOUEURS de PARIS

Le pouvoir des monopoles n'a pu briser l'unité de combat des éboueurs. Même en utilisant les soldats du contingent, qui répugnaient cette sale besogne — ils ont déclaré qu'ils n'étaient pas des jaunes, ni des briseurs de grève —, les éboueurs tout au long de leur grève ont eu le soutien, la solidarité des millions de travailleurs parisiens.

C'est ainsi qu'après une grève de sept jours menée dans l'unité la plus totale — travailleurs français, travailleurs immigrés —, les éboueurs de la Ville de Paris ont repris le travail le 14 décembre au matin avec, dans leurs poches, le succès de leur lutte.

Par cette grève, les éboueurs ont arraché :

— Le roulement de travail, qui était 7 jours de travail-2 jours de repos, à **6 jours de travail-2 jours de repos** applicable à dater du 1er février ;

— Une prime d'« astreinte » mensuelle de 20 francs pour les permanences en hiver ;

— Pour les non-titulaires et les saisonniers, un échelon supplémentaire correspondant à 47 francs d'augmentation à partir du 1er janvier et le cinquième échelon soit 40 francs à partir du 1er octobre 1973 ;

— Attribution à **tous les agents** ayant au moins cinq ans d'ancienneté — ici il y a une restriction — d'une veste de cuir. Rappelons aussi qu'il y avait une discrimination puisque seuls les agents français en bénéficiaient ;

— En cas de maladie se prolongeant au-delà des droits statuaires, le travailleur sera réintégré avec conservation de son ancienneté ;

— Les travailleurs immigrés pourront cumuler leurs congés sur deux ou trois ans, afin de se rendre dans leur pays d'origine, sans pour cela perdre leur emploi ;

— Un organisme paritaire est constitué, qu'il faudra consulter pour tout cas de sanction disciplinaire ;

— Pour le logement, la Préfecture de Paris s'engage à réserver pour ses travailleurs immigrés des places prioritaires dans les foyers, mais ici il nous faudra être vigilants.

Ces résultats, pour l'essentiel positifs, montrent que c'est par **l'action** et dans **l'action** que des négociations concrètes peuvent être imposées aux exploiteurs capitalistes et nullement par de platoniques parlottes.

Une fois de plus, les travailleurs ont vérifié que c'est dans le combat **classe contre classe** que s'arrachent les revendications. Seule la lutte paie !

Berliet :

la lutte continue

Après avoir remporté une première victoire sur le buveur de sang Paul Berliet qui fut obligé le 8 décembre d'abandonner « les actions pénales et judiciaires » à l'encontre de 14 militants, dont 9 au titre de la loi anti-casseur, les métallos des usines Berliet continuent la lutte pour leurs revendications. Il n'est pas inutile de rappeler que cette loi anti-casseur, cette loi anti-ouvrière, cette loi fasciste fut mise en échec par le massif débrayage des 120.000 travailleurs de la région lyonnaise.

Fort de cette solidarité prolétarienne, les métallos des usines Berliet qui sont en lutte depuis 12 semaines, sont bien décidés à obtenir l'augmentation mensuelle uniforme de 200 F pour tous ; et pour cela ils poursuivent l'action.

La direction Berliet, dans sa dernière réponse propose de verser au personnel ouvrier et mensuel une prime uniforme exceptionnelle de 200 F fin décembre. Mais cela ne fait pas le compte, disent les travailleurs, c'est une augmentation mensuelle de 200 F pour tous que nous exigeons et c'est dans la lutte que nous l'arracherons.

Le prétendu déficit de la S.N.C.F.

Le « déficit de la S.N.C.F. » est un serpent de mer qui a la peau dure et qui est utilisé par la bourgeoisie pour refuser de satisfaire les revendications légitimes des cheminots. Il est périodiquement brandi pour dresser « la population » contre l'action que les cheminots sont contraints de mener pour les faire aboutir, principalement la grève.

Or, le « déficit de la S.N.C.F. » n'existe pas ! Il n'a jamais existé ! C'est un argument de propagande fabriqué par les monopoles et répété par les perroquets de service, pour justifier principalement la politique actuelle de démantellement des chemins de fer et les augmentations continues de productivité, imposées aux cheminots.

Le Conseil d'administration de la S.N.C.F. s'est réuni récemment pour examiner l'exercice financier 1971. Bien que n'y siégeant pas comme M. M. Massabieaux et autres dirigeants syndicaux, nous avons pu nous procurer quelques renseignements.

Dans le rapport présenté aux actionnaires, il est dit : « Au terme de cet exercice, les recettes globales se sont élevées comme les dépenses à 15.702,44 millions de NF, réalisant ainsi un strict équilibre du compte d'exploitation ». Il y a donc équilibre entre les recettes et les dépenses.

Cela pourrait suffire pour traiter de mensonge le prétendu « déficit de la S.N.C.F. ». Mais puisque nous en avons la possibilité, examinons les principaux comptes des recettes et des dépenses, sans cependant entrer dans les détails.

Les recettes

	en million de francs
1) Les recettes du trafic :	13.430 :
a) Voyageurs, bagages :	5.237
b) Marchandises et postes	8.193
2) Recettes diverses	1.392
3) Compensation des charges de service public (1)	305
4) Subvention forfaitaire de l'Etat	575
	15.702

Notons que par rapport au budget 1970, l'ensemble des recettes trafic est en augmentation de 765 millions de NF, soit plus de 6 %, en dépit des fermetures de lignes, etc... D'autre part la subvention de l'Etat a été réduite de 766 millions NF à 575 millions.

Mais est-ce à dire que ces 575 millions correspondent et expriment ce fameux déficit de la S.N.C.F. ? Eh bien pour répondre, examinons le chapitre des dépenses.

Les dépenses

1) Personnel et charges patronales (salaires, retraites, etc.)	8.577
2) Combustibles et électricité de traction	399
3) Travaux d'entretien et de réparation du matériel roulant et des installations	1.910
4) Impôts sur les recettes de trafic (13.430 millions N.F.)	1.963
5) Dotations d'amortissement	1.404
6) Charges financières	1.044
7) Dépenses diverses	1.912
	17.199
desquels il faut déduire la contribution de l'Etat aux charges d'infrastructure et des passages à niveaux (2)	1.507
Ce qui correspond aux recettes	15.702

Au regard des dépenses, notons que les dotations d'amortissement et charges financières (achat de matériel neuf, modernisation, automatisation, etc.), représentent 1.404 millions NF + 1.044 millions NF soit un total de 2.448 millions d'investissements ce qui est égal à environ 30 % des frais de personnel et charges patronales (8577 millions de NF). Il s'agit donc bien d'un profit de plus de 30 % réalisé sur le dos des cheminots avant qu'ils ne touchent leur salaire ou leur retraite.

D'autre part, la rubrique « dépenses diverses » est aussi vague qu'elle est considérable : 1.912 millions. Peut-être camouffle-t-elle avec les charges financières le remboursement d'emprunts et la part qui revient aux actionnaires, soit encore 51 % pour l'Etat et 49 % pour les actionnaires anonymes mais principalement la banque Rotchchild si chère au portefeuille de Pompidou. En effet, il n'est pas inutile de rappeler que l'Etat ne possède que 51 % des actions de la S.N.C.F., et que les actionnaires continuent de recevoir leurs dividendes. *N'est-ce pas beau les nationalisations ?*

IL N'Y A PAS DEFICIT MAIS BENEFICE

Enfin, constatons que l'Etat, outre sa part de bénéfices camouflés dans le rapport des actions, encaisse la somme fabuleuse de 1.963 millions de nouveaux francs ou 196 milliards 300 millions d'anciens francs au titre des impôts sur les recettes de trafic ! Est-ce à dire que l'Etat perçoit des impôts sur lui-même ? puisque la S.N.C.F. (nationalisée) c'est l'Etat ? Non, par cet impôt, l'Etat vole les cheminots producteurs de richesse et l'usager.

Or, dans les recettes, nous avons vu que les recettes de trafic se montaient à 13.430 millions de NF. L'Etat prend donc en impôt le septième environ des recettes réelles de la S.N.C.F. Et nous pouvons constater que cette somme de 1.963 millions de NF est largement supérieure à la ristourne de 575 millions qui figurent au titre de la subvention forfaitaire de l'Etat : 1.963 millions de NF moins 575 millions laissent un bénéfice net à l'Etat de 1.388 millions. Nous savons cependant que 1973 sera la dernière année où l'Etat versera à la S.N.C.F. une subvention forfaitaire. L'autonomie de gestion de la S.N.C.F. signifie qu'à partir de 1974 l'Etat prendra tout et ne rendra même pas des miettes.

On peut donc conclure qu'il n'y a pas déficit S.N.C.F. ; au contraire, il y a :

1) Un bénéfice net de 1.388 millions qui vont dans les caisses de Giscard d'Estaing et seront dépensés, par l'Etat, dans des secteurs autres que la S.N.C.F., mais directement dans les entreprises des monopoles sous commandite de l'Etat, n'est-ce pas M. Tomasini et compagnie ?

2) A ce bénéfice de l'Etat, par impôts, s'ajoute ce qui lui revient au titre des dividendes pour les 51 % d'actions qu'il possède de la S.N.C.F. dividendes qui ne seront pas retournés aux cheminots, mais qui suivront le chemin ci-dessus.

3) Sous forme de dépenses d'amortissement, la S.N.C.F. achète aux monopoles, bon an mal an environ 1.400 millions nets de NF. Il est également bien connu que la presque totalité des travaux d'entretien et de réparation du matériel roulant et installations est assuré par des entreprises privées qui ne travaillent pas à perte, mais accumulent du profit : rubrique à laquelle la S.N.C.F. consacre donc 1.910 millions.

4) Enfin il apparaît que la S.N.C.F. consacre à ses actionnaires et à l'amélioration de son patrimoine environ 4.360 millions (augmentation du capital mobilier et immobilier et dividendes des actionnaires).

Lorsqu'on constate que les dépenses pour tout le personnel et les charges patronales se montent seulement à 8.577 millions de NF on voit que les dirigeants S.N.C.F. et le gouvernement qui contraignent les cheminots à faire plusieurs journées de grève pour 0,5 % d'augmentation de salaire (ce qui a été obtenu le 1er décembre 1972) sont des rapaces voraces à l'appétit insatiables. Les cheminots n'ont que le droit de produire et de crever de faim.

Or, nous venons de voir qu'il y aurait largement de quoi satisfaire toutes les revendications des cheminots, et immédiatement, sans épuiser tout ce qui leur est volé.

D'ailleurs, le rapport indique :

« Le relèvement de la rémunération des cheminots en 1971 et le jeu en année pleine des mesures prises en 1970 à effectifs constants, d'une part, les variations d'effectifs dues aux effets combinés des réductions de la durée hebdomadaire du travail et de l'évolution du trafic d'autre part, *auraient dû, théoriquement, accroître les dépenses du personnel de 562 millions de NF. Mais, une amélioration générale de la productivité du personnel,* ainsi qu'un allègement des programmes de travaux, *ont permis de diminuer ces dépenses de 164 millions de NF,* de sorte que l'accroissement constaté d'une année sur l'autre *n'est que* (sic) de 398 millions de NF ». Quel cynisme !

LES ACCORDS DE PROGRES : UNE DUPERIE

Ainsi, malgré les hausses de salaires, suite aux « accords de progrès S.N.C.F. » signés par tous les syndicats en 1970 et 1971, il y a eu, en dépit d'une augmentation des recettes, une diminution réelle de la masse salariale grâce à la diminution des effectifs (environ 10.000 cheminots en moins par an) et à une augmentation de la productivité des cheminots, principalement de ceux au bas de l'échelle.

Mais par quel miracle direz-vous ? la suite du rapport l'explique très bien aux actionnaires, et comme nous ne sommes pas plus bêtes qu'eux nous pouvons aussi comprendre ce miraculeux mystère :

« L'augmentation des dépenses de personnel a entraîné automatiquement une augmentation des charges patronales directement liées à celles-ci (retraites, prestations familiales, sécurité sociale). Toutefois, la majorité globale qui aurait dû être de 272 millions de NF *a été atténuée de 85 millions — soit 8 milliards 500 millions d'anciens francs — par suite des réductions d'effectifs* et se trouve ainsi limitée à 187 millions de NF ».

Ainsi, en clair, cela signifie que sur les dépenses prévues pour augmentations des salaires, suite aux « accords de progrès » 85 *millions ont été de fait détournés, économisés* (sic) *par suite de la réduction des effectifs* et encaissés, sous une forme ou une autre, par les actionnaires et autres sangsues capitalistes qui appliquent leurs ventouses sur la S.N.C.F. et sur les cheminots.

S'il y a un déficit à la S.N.C.F., c'est bien celui des salaires des cheminots. La masse salariale d'une année à l'autre n'a augmenté que de 187 millions au lieu de 272 millions prévus par « accords de progrès » alors que respectivement et pendant

(*Suite page 5.*)

Des dirigeants C.G.T. cheminots s'opposent à une motion antiraciste

Chers camarades,

Je tiens à vous faire savoir ce qui suit. Au cours du congrès d'un syndicat de base C.G.T. des Cheminots (Bordeaux) qui vient de se tenir, un camarade, sympathisant H.R., après avoir expliqué le contenu de la circulaire Fontanet, démontré le regain d'activité des bandes fascistes, les interventions de plus en plus fréquentes de la police dans les foyers de travailleurs immigrés, et les interventions de polices étrangères sur le territoire français (en particulier le P.I.D.E. venu au cours d'une grève relever les noms des ouvriers portugais grévistes !), a proposé au congrès une motion. Cette motion comprenait quatre points. Elle exigeait des pouvoirs publics :

1) L'abrogation de la circulaire Fontanet.

2) Que soit mis fin aux interventions policières injustifiées contre les travailleurs immigrés, aux agissements des bandes fascistes et aux interventions de policiers étrangers sur le territoire français.

3) Que des mesures énergiques soient prises contre la montée du racisme, contre les auteurs d'attentats contre nos frères immigrés (en particulier Algériens), contre la presse raciste (tel « Minute » et autres journaux pourris).

4) Que toute la lumière soit faite sur l'assassinat de Mohamed Diab dans le commissariat de Versailles et des sanctions sévères prises.

Cette motion devait être largement publiée et portée à la préfecture. Eh bien camarades, cette motion n'a même pas été prise en considération. En effet, les révisionnistes du P. « C. » F. s'y sont opposé expliquant que : « La C.G.T. n'a pas de leçons à recevoir concernant l'immigration, ne vient-elle pas de tenir une conférence sur sujet » ? Et puis « les idées racistes sont fortes dans la classe ouvrière (sic) et si nous votions une telle motion nous risquerions de ne pas être suivis y compris des adhérents de la C.G.T. » (resic). En fait, il s'agit d'autre chose. Nous sommes en période électorale et il faut « tout faire pour la victoire du programme commun », et comme les racistes et les flics ça vote, il ne faut pas les mécontenter. Il faut qu'ils votent « bien ». Et puis le programme commun en question ne prévoit-il pas la « liberté de la presse », Y compris « Minute » sans doute ? Marchais n'a-t-il pas dit « Unité à tout prix » ? Même au prix du sang de Mohamed Diab, de Labroche et d'Overney.

Correspondant H.R.

le même temps, Giscard a empoché 1963 millions de NF, la S.N.C.F. et les actionnaires pour consolidation et augmentation du capital 4.360 millions. Rappelons encore une fois que les « accords de progrès 1970 et 1971 » ont été signés par tous les syndicats, C.G.T. et C.F.D.T. compris.

NON, LE DEFICIT DE LA S.N.C.F. N'EXISTE PAS ! La S.N.C.F. est un instrument de l'Etat bourgeois qui sert les monopoles, la bourgeoisie et sert à renforcer cet Etat. L'argent subtilisé aux cheminots sous le couvert d'impôts (1.963 millions de NF) sert à engraisser directement ou indirectement la racaille de l'U.D.R., les flics de Marcellin, l'armée de métier de Debré, toujours prêts à « casser du cheminot ».

NON, LE DEFICIT DE LA S.N.C.F. N'EXISTE PAS ! puisque la maison S.N.C.F. et les actionnaires renforcent leur patrimoine annuel d'environ 4.300 millions de NF.

OUI ! LES CHEMINOTS ONT RAISON DE SE REVOLTER !

OUI ! LES CHEMINOTS SONT ROULES PAR L'ETAT BOURGEOIS, PAR LES DIRIGEANTS S.N.C.F. SES FONCTIONNAIRES, ET PAR LES DIRIGEANTS DE TOUS LES SYNDICATS (C.G.T. ET C.F.D.T. COMPRIS) LEURS COMPLICES !

OUI ! LES CHEMINOTS ONT INTERET A DEVELOPPER LEURS LUTTES UNITAIRES CONTRE L'ETAT BOURGEOIS ET LES DIRIGEANTS S.N.C.F., POUR EXIGER LA JUSTE REMUNERATION DE LEUR TRAVAIL !

OUI ! LES CHEMINOTS ONT INTERET A DENONCER LES TRAHISONS DES DIRIGEANTS REFORMISTES ET REVISIONNISTES, FAUX OUVRIERS, ET VRAIS BOURGEOIS !

Seule la révolution par le renversement violent du régime, non par l'illusion pacifique du « programme commun » de la gôche, et l'instauration de la dictature du prolétariat dirigée par le parti communiste marxiste-léniniste de la classe ouvrière pourront libérer totalement les cheminots et la classe ouvrière, et leur rendre tout le produit de leur travail.

DUBALLAST.

---

(1) C'est une compensation par l'Etat des contraintes imposées à la S.N.C.F., en tant que « service public » (notion que bien des petits bourgeois n'arrivent pas à se rentrer dans la tête) : réductions aux militaires, mutilés de guerre, pensionnés, familles nombreuses, cartes de travail hebdomadaires, transports marchandises militaires, et des différents ministères, etc., qui correspondent à un manque à gagner pour la S.N.C.F., par rapport aux tarifs normaux.

(2) La contribution de l'Etat aux charges d'infrastructure et de passages à niveaux (bientôt entièrement automatisés) correspond à une partie de l'égalisation des charges entre les différents modes de transports concurrentiels (air, mer, canaux, route). La S.N.C.F. entretient ses voies, tunnels et autres ouvrages d'art, et de sécurité de la circulation des trains. Par contre les entreprises privées de transport, routiers notamment, utilisent gratuitement les routes et même les détériorent (les frais des Ponts et Chaussées et les frais occasionnés par les milliers de C.R.S. présents partout sur les routes ne sont pas portés en diminution des bénéfices des transporteurs routiers).

Usine Trappeur-Disram (Draguignan)

Nous publions ci-dessous deux tracts des travailleurs en grève

OCCUPATION DE L'USINE DEPUIS LE 20 NOVEMBRE

En 1923, M. Gorini crée une fabrique de chaussures, quarante-cinq ans plus tard, après avoir survécu aux années de guerre, l'affaire familiale est rachetée par « Le Trappeur » qui est spécialisé dans la fabrication de chaussures de ski. La production atteint 2 000 paires par mois.

Puis une nouvelle orientation est donnée à l'usine à partir de mars 1971 et l'atelier se spécialise dans les chaussures de cuir avec une moyenne journalière de 8 paires par ouvrier. Nous sommes alors 41 travailleurs : 35 femmes et 6 hommes.

Le 24 décembre 1971, les employés se trouvent devant le fait accompli : chômage technique faute de livraison de matières premières. La raison de fermeture avancée : « Trop loin de la maison mère située à Grenoble » !

La vraie raison, la connaîtrons-nous jamais ?

Le 12 janvier 1972, un comité de soutien se crée à la Bourse du travail, regroupant les partis politiques, syndicaux et la F.E.N. L'occupation des locaux empêche l'enlèvement des machines par le patron.

Le 19 janvier 1972, l'Inspection du travail confirme qu'elle refuse le chômage partiel.

Sous la pression des travailleurs et du comité de soutien, les pouvoirs publics s'intéressent à la situation et commencent à chercher un remplaçant pour cette usine vide. Il est à rappeler que les ouvriers n'ont jamais reçu un préavis, un licenciement.

Le 19 février 1972, les Etablissements DISRAM rachètent l'usine « Trappeur », leurs services commerciaux sont à Lyon. L'ouverture pourrait se faire début avril, mais déjà l'usine tourne pour préparer les ouvriers, qui fabriquement maintenant des sacs de couchage et des anoraks.

Mi-mai 1972, les ouvriers cessent de travailler : le personnel n'a pas été payé depuis le 1er avril...

Un nouveau comité de soutien se crée et s'organise. Le 23 juin, la Préfecture fait savoir que les indemnités de chômage seront versées. Le comité de soutien organise une distribution de vivres, fait une collecte sur le marché, distribue des tracts à la population. Un marché est créé à la Bourse du travail, au local de la C.F.D.T., grâce à des commerçants qui acceptent de vendre à des prix très bas leurs marchandises.

Le 9 juin 1972, la municipalité accorde un colis de vivres (charité, aumône ?) et la cantine scolaire gratuite pour les enfants des ouvriers, mais elle refuse de voter une subvention. Elle essaie d'étouffer l'affaire.

Le 11 août 1972, le personnel adresse une requête au Tribunal de commerce de Lyon.

Le 13 septembre 1972, la C.G.T. fait connaître que la situation à DISRAM n'a pas évolué depuis de longs mois. Les salaires et les congés ne sont toujours pas payés, en outre, s'ajoutent de graves problèmes avec la Caisse de Sécurité sociale, d'Allocations familiales, etc. Elle espère que les pouvoirs publics se préoccuperont de cette affaire.

A la rentrée scolaire, les enfants des ouvriers n'ont plus droit à la cantine scolaire gratuite.

Le 28 septembre 1972, deux délégations du personnel sont reçues à la mairie qui promet d'intervenir.

Le 22 octobre, le personnel fait savoir qu'il n'a toujours rien perçu bien qu'une liquidation des biens ait été décidée et qu'un syndic a été nommé à Lyon.

D'autre part, l'inquiétude est dautant plus grande qu'une société de prêt-à-porter qui se proposait de prendre la succession dans l'usine, devait être présente le 2 octobre, mais le personnel a attendu en vain. Puis, cette entreprise de confection, « Confectazur », se manifeste mais elle décide de ne reprendre que 12 employés qui seraient rémunérés qu'au S.M.I.C. Cette fois-ci, les employés décident de passer à l'action après une réunion du local C.F.D.T. le samedi 18 novembre 1972.

Depuis le lundi 20 novembre, les ouvrières occupent les locaux de jour et de nuit : des lits sont installés dans l'usine, les repas sont préparés sur place, des affiches sont réalisées localement, des tracts sont distribués (parmi les ouvrières, trois femmes sont enceintes, une jeune fille est malade et a été évacuée).

Les revendications sont simples et fermes :

1° Paiement des huit mois de salaire, des congés payés, des préavis et licenciements (soit 29 millions d'anciens francs) ;

2° Que tout le personnel soit repris conformément aux promesses qui avaient été faites et publiées par voix de presse en août 1972 ;

3° Que les salaires soient maintenus au même tarif que chez l'employeur précédent : tous les ouvriers étant qualifiés pour le travail qu'on leur demande.

Dans cette lamentable histoire, on peut se poser quelques questions et en particulier :

— Comment une usine peut-elle s'installer alors qu'elle ne possède pas d'immatricuation au Registre du commerce ?

— Qu'elle n'a jamais effectué de versement à la Sécurité sociale ?

— Qu'elle a fait des chèques sans provision et que son directeur continue à exercer ses activités dans son usine de Lyon ?

Un silence coupable

Depuis treize jours et douze nuits, nous, travailleurs de la DISRAM, occupons notre usine. Nous demandons que nous soient versées les indemnités de licenciements, les préavis ainsi que les salaires qui ne nous ont toujours pas été payés depuis le 1er avril 1972.

Cette histoire a commencé depuis un an.

Il nous a été fait depuis cette époque des dizaines de promesses de paiement imminent (téléphone, télégramme...) et rien n'a été payé.

Les démarches auprès de la Préfecture, la mairie, la justice (plainte auprès du procureur le 1er juin 1972) n'ont rien réglé.

DISRAM a pu s'installer sans numéro de Registre de commerce, sans pay la Sécurité sociale tout en la prélevant sur le seul mois de salaire qui a été payé.

DISRAM a pu réaliser douze chèques sans provisions d'un montant de plusieurs millions et 5,5 millions de dettes à des entrepreneurs dracénois.

Et tout cela impunément.

Cette situation grave et le silence complice qui l'entoure nous obligent à occuper jour et nuit notre usine. Ceci n'est pas sans nous poser des problèmes (maris, enfants, ménage, repas, etc.).

Actuellement, les responsables espèrent que nous allons nous lasser et abandonner nos droits. Ils essaient d'étouffer cette affaire scandaleuse.

Nous constatons en effet que :

— La police a arrêté et questionné une jeune ouvrière de dix-huit ans et la fille d'une ouvrière (quatorze ans), essayant de les effrayer ;

— Les services municipaux enlèvent les affiches pendant leurs heures de travail et vont jusqu'à agresser un membre du comité de soutien à l'aide d'un outil tranchant ;

— La télévision, venue le samedi 25 novembre pour réaliser un reportage, ne l'a toujours pas retransmis ;

— Les journaux tronquent et déforment nos communiqués ;

— Des pressions sont faites sur nos maris pour que nous cessions nos revendications,

Non, nous n'abandonnerons pas nos droits, nous réussirons à percer le mur du silence grâce à l'appui des travailleurs dracénois.

Nous gagnerons notre lutte.

Le Personnel de Trappeur-DISRAM.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Changer de gouvernement ne change rien

Changer de majorité ne change rien

IL FAUT CHANGER DE RÉGIME!(5)

PROGRAMME COMMUN

UN PROGRAMME CAPITALISTE

Dans L'Humanité-Rouge *n° 169, nous avons examiné le caractère de « l'union de la gauche ». Au lieu d'être l'union de la classe ouvrière, des travailleurs de notre pays, cette union se fait avec le vieil ennemi de la classe ouvrière qu'est le Parti socialiste. Nous rappelions alors les nombreux crimes commis par les socialistes contre les travailleurs. Cette union s'est faite contre les leçons de l'histoire, et en dépit des enseignements de Dimitrov et des erreurs mises en évidence par Thorez lui-même, qui déclarait :* « ... Les communistes ne doivent pas cesser de travailler à la création ou au renforcement de comités de front unique groupant à la base, et surtout dans les usines, tous les ouvriers organisés et inorganisés. »

Union avec qui ?

Union comment ?

Union pour quoi faire ?

Dans L'Humanité Rouge *n° 170, nous avons commencé à y répondre, et nous montrions que le* « programme commun » *ne remet pas en cause l'économie capitaliste, qu'il n'est qu'une recette pour une autre gestion du capitalisme.*

Aujourd'hui, nous allons répondre à la question : « Est-ce que le « programme commun » remet en cause le pouvoir politique de la bourgeoisie ? »

A en croire les signataires du « *Programme commun* », l'application de celui-ci ouvrirait la voie au socialisme. Et il faut bien constater qu'un certain nombre de travailleurs se font prendre par ces propos en toute bonne foi. « *Ça permettra de faire des pas en avant vers le socialisme* », entend-on dire.

Avant d'aller plus loin, deux remarques s'imposent. Tout le monde s'accorde à dire que la France en est aujourd'hui au stade du capitalisme monopoliste d'Etat. Les signataires du « Programme commun » nous disent qu'il est nécessaire de passer par ce qu'ils appellent tantôt une étape de « *démocratie avancée* », tantôt de « *démocratie économique et politique* ». Bien ! Seulement voilà, il se trouve qu'une telle affirmation est en opposition complète avec ce que Lénine, qui soit dit en passant ne saurait être accusé d'être un « *partisan du tout ou rien* », nous a enseigné. Voici ce qu'il écrivait en septembre 1917 : « *... le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme* ». (« La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Œuvres, tome 25. Ed. Sociales, 1962.)

Différence de taille entre les enseignements de Lénine et ce que déclarent les signataires du « Programme commun », n'est-ce pas !

Deuxième remarque. « *... Ouvre la voie au socialisme* », mais de quel « socialisme » s'agit-il ? N'est-il pas surprenant qu'à aucun moment les signataires nous exposent ce que sera ce qu'ils appellent le « socialisme » ? S'agit-il du « socialisme » à la sauce Marchais, ou bien du « socialisme » à la Mitterrand, ou encore à la Robert Fabre ? Voilà un « socialisme » qui ressemble fort à une devinette.

A vrai dire, loin d' « *ouvrir la voie au socialisme* », le « Programme commun » est une impasse, une voie sans issue pour les travailleurs.

Pour s'en convaincre, examinons l'attitude des co-auteurs du « Programme commun » vis-à-vis de la Constitution de la V° République.

Maintien de la constitution

Eh oui, le Programme commun s'accomodera de la Constitution de la V° République ! Voilà qui mérite notre attention. Le « Programme commun » maintient la Constitution née du coup d'Etat du 13 mai 1958. Voyons ce que de Gaulle disait en son temps de cette Constitution : « *Une Constitution, c'est un esprit, des institutions, une pratique. Pour ce qui est de la nôtre, son esprit procède de la nécessité d'assurer aux pouvoirs publics l'efficacité, la stabilité et la responsabilité...* » Autrement dit, la Constitution de 1958 est celle qui est la plus apte à maintenir le pouvoir de la bourgeoisie.

Ainsi que le déclarait Maurice Thorez lui-même le 17 juillet 1958 : « *Toute Constitution est l'enregistrement d'une réalité sociale définie, d'un rapport déterminé entre les forces sociales, entre les classes* ». La Constitution de la V° est l'enregistrement de la prise en main des rênes de l'Etat par les monopoles capitalistes.

« UN CHANGEMENT DE MAJORITE NE NOUS APPARAIT PAS COMME UNE CATASTROPHE », c'est ce qu'a déclaré le Centre national des jeunes patrons. A sa façon il confirme ce que nous affirmons :

CHANGER DE GOUVERNEMENT NE CHANGE RIEN !

CHANGER DE MAJORITE NE CHANGE RIEN !

IL FAUT CHANGER DE REGIME !

Faut-il rappeler qu'en 1958 le P.«C.»F. appelait à voter NON à la constitution gaulliste ?

Faut-il rappeler que le P.«C.»F. a, durant des années, appelé à l'abrogation de la Constitution ?

Prenons par exemple le numéro de mars 1964 des « Cahiers du communisme ». Voici ce qu'on peut y lire : « *... la Constitution de 1958 est un outil réactionnaire, c'est la charte des banquiers français. Elle a été mûrement pensée par l'oligarchie...* » « *Aujourd'hui les grands monopoles ont un texte cousu main... il y a des constitutions qui sont des prisons pour la majorité de la population. Le problème est certes de licencier le geolier, mais surtout d'ouvrir et de faire table rase des prisons...* » « *Il ne faut pas oublier que la Constitution de 1958 a été élaborée et mise en place par les tenants du gaullisme...* » « *La Constitution de 1958 est l'instrument, forgé spécialement, pour pratiquer une politique donnée...* » « *La Constitution de 1958 est une constitution de discrimination vis-à-vis du peuple* ». Et ceci, qui ne manque pas de piment : « *Même dans le cas où l'homme change alors que la Constitution demeure, le jeu de la souveraineté populaire reste faussé...* »

Faut-il rappeler que les socialistes furent parmi les rédacteurs de cette Constitution ? Que Guy Mollet fut le premier président du conseil de de Gaulle ? Et qu'évidemment en 1958 les socialistes appelèrent à voter OUI ?

Dans les années 60, Gaston Deferre entre autres était un fervent défenseur de cette Constitution. Il déclarait : « *Il ne sera pas nécessaire de changer le numéro de la République* ». Comme en écho, neuf ans après sur les antennes d'Europe n° 1, Marchais déclare : « *Il ne s'agit pas de changer de République* ». Ainsi va le révisionnisme...

La « *démocratie avancée* » aura donc « *la charte des banquiers français* ». D'ores et déjà, les signataires du « Programme commun » se trouvent dans une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est délicate. Pompidou a en effet déclaré qu'en cas de succès de la «gauche», il userait de ses pouvoirs constitutionnels (eh oui !) pour désigner un gouvernement de son choix, voire pour dissoudre l'Assemblée nationale. Que voulez-vous, Pompidou utilisera les droits que lui confère la Constitution ! Voici à quel « cul-de-sac » conduit la soumission absolue à la légalité bourgeoise.

Mais Marchais, quant à lui, est optimiste. Il estime que Pompidou « *ferait preuve de sagesse* » et appellerait au gouvernement des représentants de la nouvelle majorité, c'est ce qu'il a déclaré sur les antennes d'Europe n° 1.

Pompidou « *ouvrant la voie au socialisme* », voilà qui montre éloquemment que cette « *démocratie économique et politique* » n'est rien d'autre que le capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie.

A quel travailleur fera-t-on croire qu'on « *vivra mieux* » et qu'on « *changera la vie* » grâce à la « sagesse » de Pompidou ?

En vérité, le « *Programme commun* » ne fait que maintenir le pouvoir de la bourgeoisie. Quel pouvoir prévoit-il d'accorder aux millions et aux millions de travailleurs ? AUCUN!

La vraie démocratie prolétarienne : dans l'unité et pour l'action, aujourd'hui dans la lutte pour les revendications, demain pour renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat.

★

Les masses ? Connais pas !

Un régime populaire se caractérise par les pouvoirs qu'il donne aux masses, par leur intervention décisive. Un régime populaire repose sur l'organisation des masses intervenant sur tous les problèmes. Dans un tel régime, les masses ont un pouvoir *législatif* et *exécutif*, elles décident des lois et ont le pouvoir de les faire exécuter.

Ecoutons à ce sujet ce que déclarait Karl Marx à propos de la Commune : « *La Commune devait être, non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois... Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait représenter et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple, constitué en communes, à recruter pour son entreprise des ouvriers, des surveillants, des comptables, de même que le suffrage universel sert au même objet à n'importe quel patron* » (« *La Guerre civile en France* »).

Dans un régime populaire, les masses ont les moyens de *contrôler l'exécution des décisions*. Ce qui veut dire qu'elles ont le pouvoir de révoquer leurs représentants à tout moment. Ce fut là une des mesures essentielles de la Commune de Paris.

Un pouvoir populaire « appelle *au gouvernement les masses* » ainsi que disait Lénine.

Qu'y-a-t-il de cela dans le « *Programme commun* » ? Rien.

On nous y parle de « *participation réelle* » ou encore : « *La participation démocratique des citoyens sera assurée par la consultation régulière des associations représentatives de toutes les catégories d'habitants et d'usagers, y compris les étrangers dans des conditions à définir* ». Où est donc le pouvoir des masses là-dedans ?

On nous parle d'abord de « *participation* » (c'est pas nouveau) mais le pouvoir ça ne se partage pas. On a TOUT le pouvoir ou aucun pouvoir. Ou bien la classe ouvrière, les masses laborieuses ont TOUT le pouvoir, ou bien elles ne l'ont pas et alors c'est la bourgeoisie qui le détient. Le vieux slogan de la « participation » n'a jamais été et ne peut pas être autre chose qu'un piège, qu'une mystification. Et cela aussi bien dans la bouche de de Gaulle que du tiercé Marchais-Mitterrand-Fabre. D'ailleurs, que nous disent-ils ? Cette « participation » ne sera qu'une « *consultation* ». En un mot : Proposez toujours, c'est pas vous qui décidez.

Enfin, on nous dit que ce sera une consultation « *des associations représentatives de toutes les catégories d'habitants et d'usagers, y compris les étrangers dans des conditions à définir* ».

Ici encore quelques remarques s'imposent. La « représentativité » c'est là une notion bien floue, qu'on peut trafiquer à volonté.

Il ne s'agit même pas là de la « consultation » des masses, car la grosse majorité des travailleurs ne fait pas partie de telles associations.

Enfin, il est des tas de façons d'usurper la direction d'une association.

Quant aux millions de travailleurs immigrés, notez-le « *dans des conditions à définir* » (signalons à ce propos que bien entendu le « *Programme commun* » ne prévoit nullement le droit pour les travailleurs immigrés d'élire et d'être élu...). Où est donc le pouvoir des millions de travailleurs là-dedans ?

Cette démocratie-là, c'est la démocratie bourgeoise telle que déjà Lénine la décrivait : « *étroite, tronquée, fausse, hypocrite, un paradis pour les riches, un piège et un leurre pour les exploités, pour les pauvres* » (« La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

Dans cette « démocratie »-là, les travailleurs, les masses seront, comme on dit, « *la dernière roue du carrosse* ». Ça ne changera pas avec ce qu'on connaît.

Rien de nouveau pour les travailleurs, rien de nouveau non plus dans les structures de l'Etat.

Maintien des bandes armées du capital

« *L'Etat n'est rien d'autre chose qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie* », ainsi s'exprimait Engels. Pour assurer cette oppression, la bourgeoisie dispose en particulier de la police et de l'armée, ce que Lénine appelait « *les bandes armées du capital* ». Les travailleurs ont maintes fois pu vérifier cela.

Que prévoit le « *Programme commun* » à ce sujet ? Il prévoit de « réconcilier » la police avec « la nation », de lui faire retrouver « *la considération des citoyens* ».

Eh oui, travailleurs, Marchais-Mitterrand-Fabre veulent vous « réconcilier » avec ceux qui vous matraquent, qui ont tué nombre des vôtres. Mais contre qui seront utilisés les C.R.S., les « brigades spéciales », dont à aucun moment la dissolution n'est même envisagée ? Le trio nous dit que la police veillera à « *l'exercice des libertés* » mais n'est-ce pas déjà ce qu'elle fait ? La liberté pour les capitalistes d'exploiter les travailleurs, n'est-ce pas ce qu'elle défend ?

Dites, camarades, est-ce que vous imaginez les C.R.S. en train de défendre votre « liberté » de chasser les exploiteurs ? Au fait, pas étonnant que rien ne change du côté de la police vu que c'est le « socialiste » Jules Moch qui a créé les C.R.S. Vous vous souvenez lorsqu'il lâchait ses chiens contre les ouvriers en lutte...

Quant à l'armée, même chose. Les tortionnaires du peuple algérien n'ont pas à s'en faire. « *Le gouvernement comptera sur le loyalisme sans faille des officiers et sous-officiers* ». Rien de plus, rien de moins.

On conserve donc police et armée dont le rôle a été, reste et restera d'exercer une violence contre-révolutionnaire ; par contre : « *Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936* ». Pompidou n'a pas attendu le « Programme commun » puisque le 12 juin 1968, le Conseil des ministres a interdit le Parti communiste marxiste-léniniste de France et d'autres organisations. Mais au fait, le trio devrait songer à interdire les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé toung, qui ont déclaré : « *La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise...* »

La politique internationale du « Programme Commun »

Quant à la politique internationale du « *Programme commun* », elle mérite elle aussi un certain nombre de remarques. Limitons-nous à l'essentiel.

D'abord une constatation : le « *Programme commun* » reste muet au sujet de la reconnaissance du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam. Voilà un « oubli » qu'il est difficile de prendre pour involontaire. Les socialistes n'ont-ils pas toujours été des représentants de l'impérialisme U.S. ? D'ailleurs, n'est-il pas étonnant que le « Programme commun » ne prévoit pas le départ du Pacte atlantique dominé par l'impérialisme américain ?

Quant à l'attitude vis-à-vis de l'Etat sioniste d'Israël, elle aussi donne à réfléchir. Cet Etat créé de toutes pièces par l'impérialisme, fondé sur l'usurpation du sol palestinien, sur le sang du peuple palestinien, voit son « droit à l'existence » proclamé. Voilà qui sera clair pour les peuples arabes. Mais au fond, qu'attendre d'autre d'un Mitterrand qui siège au sein de « l'internationale socialiste » aux côtés de la criminelle Golda Meir.

Quant à la participation au Marché commun capitaliste, elle non plus n'est pas remise en cause.

On nous dit : « *Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif principal du gouvernement* ». Mais dans le monde d'aujourd'hui, est-ce que le désarmement peut-être l'objectif des peuples en lutte pour leur indépendance et le renforcement de leur indépendance ? Tout au contraire, l'objectif est pour eux de renforcer leurs capacités de défense nationale face à l'impérialisme. Derrière les grands mots de « *désarmement général, universel* », il y a la supercherie consistant à mettre sur le même plan les puissances impérialistes et les pays en lutte pour leur indépendance. L'objectif principal d'un régime populaire serait d'aider ces pays à renforcer leurs capacités de défense nationale. Ce serait-là le plus sûr moyen de mettre en échec les fauteurs de guerre impérialistes.

Mais examinons donc l'attitude du « Programme commun » vis-à-vis des soi-disant « départements et territoires d'outre-mer ». Est-il question de reconnaître l'indépendance de ces peuples opprimés par l'impérialisme français ? Non. Notez qu'il n'est pas question du retrait des troupes françaises de ces territoires. D'ailleurs, à aucun moment n'est envisagé le démantèlement des bases militaires françaises à l'étranger.

Les populations de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion « *seront appelées dans le meilleur délai à élire, chacune au suffrage universel... une assemblée ayant pour but l'élaboration d'un nouveau statut qu'elle discutera avec le gouvernement et qui permettra à ces peuples de gérer eux-mêmes leurs propres affaires* ». Voilà une vieille manœuvre qui fut utilisée en son temps contre le peuple algérien. Que peuvent attendre les peuples colonisés d'un Mitterrand qui en 1954 déclarait : « *L'Algérie c'est la France, et des Flandres au Congo, il y a une seule nation, un seul parlement. C'est la Constitution, c'est notre volonté* », ou des dirigeants d'un P.«C.»F. qui, lors du déclenchement de la lutte de libération naitonale du peuple algérien, condamnait « *des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux...* »

En fait, le « *Programme commun* » n'apporte rien de plus aux peuples colonisés que la Constitution de la V° République. Ils n'ont rien à en attendre si ce n'est le maintien de l'oppression. Quant aux peuples des prétendus « territoires d'outre-mer » d'Océanie, de Nouvelle-Calédonie, de la Côte-des-Somalis, des Comores, il n'en est pas question. Sans doute le trio ignore-t-il leur existence ou plutôt ne leur réserve-t-il que le colonialisme.

« *Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre* », disait Karl Marx. Ces paroles n'ont rien perdu de leur vérité.

Quelques conclusions

Le « Programme commun » ne remet nullement en cause le régime capitaliste, il ne vise qu'à l'aménager, qu'à le gérer. Marchais-Mitterrand-Fabre sont des « *gérants loyaux du capitalisme* », comme disait autrefois Léon Blum.

Le « Programme commun » ne vise qu'à essayer de maintenir la volonté de changement des travailleurs dans le cadre de la légalité bourgeoise. Il ne remet aucunement en cause le pouvoir de la bourgeoisie. Il prétend « ouvrir la voie au socialisme » mais ne va même pas jusqu'à envisager l'abrogation de la Constitution de la V° République, Constitution conçue pour maintenir coûte que coûte le pouvoir des monopoles. Il conserve intacts tous les organismes de l'Etat tels que la police, conçus dans le seul but de maintenir le pouvoir de la bourgeoisie. Le « Programme commun » s'oppose à des changements véritables, les seuls qui soient possibles, des changements révolutionnaires.

Non seulement le « Programme commun » n'ouvre pas la voie au socialisme, mais il s'oppose à la révolution prolétarienne. Le « *Programme commun* » est une impasse pour la classe ouvrière. Le « Programme commun » est une entreprise contre-révolutionnaire.

COLIS PROLÉTARIENS DU NOUVEL AN

LES CLASSIQUES DU MARXISME-LENINISME :

Karl Marx et Friedrich Engels
Manifeste du Parti communiste ..... 1,05 F
Karl Marx
Travail salarié et Capital ..... 0,85 F
Karl Marx
Salaire, prix et profit ..... 0,85 F
Lénine
Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique ..... 1,55 F
Lénine
De l'Etat ..... 0,50 F
Les prévisions de Lénine sur les tempêtes révolutionnaires en Orient . 0,50 F
Lénine
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme .. 1,40 F
Lénine
L'Etat et la révolution ..... 1,40 F
Lénine
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky . 1,40 F
Lénine
Karl Marx ..... 0,85 F
Lénine
La maladie infantile du communisme (Le « Gauchisme ») ..... 1,20 F
Lénine sur les questions nationale et coloniale .. 0,50 F
J. Staline
Des principes du léninisme ..... 1,20 F

LE TOUT : 13,50 F (port compris)

Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi de toute commande partielle choisie dans ce lot.

LIVRES D'ENFANTS :

Ping Ping médecin ..... 0,50 F
La fête des navets ..... 0,50 F
Le détachement féminin rouge ..... 1,20 F
La guerre des mines ..... 1,55 F
Houang Ki-Kouang ..... 0,85 F
Lieou lou lan ..... 1,20 F
Sous le cocotier ..... 0,70 F
Les tracts ..... 1,05 F
Le poste d'observation n° 3 ..... 1,05 F
Je suis de service aujourd'hui ..... 0,50 F
Mille mains habiles ..... 0,70 F
Allô le Nord ! Ici le Sud ! ..... 0,50 F
A la chasse avec grand-père ..... 0,70 F

LE TOUT : 12 F (port compris)

OPERA DE PEKIN :

Le fanal rouge ..... 5,70 F
La prise de la montagne du Tigre ..... 5,70 F
Cha Kia-pang ..... 2,75 F

LES TROIS : 14,50 F (port compris)

E.100

EDITIONS-DIFFUSION DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 Paris Cédex 20

CINQUIEME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DU P.C.M.L.F.

Les 30 et 31 décembre 1967 s'assemblèrent 104 militants communistes marxistes-léninistes restés fidèles aux principes de Marx, Engels, Lénine, Staline pour créer à Puyricard, dans les Bouches-du-Rhône, le nouveau parti révolutionnaire prolétarien que rendait indispensable la trahison des dirigeants révisionnistes du vieux Parti communiste français définitivement dominé par l'idéologie petite bourgeoise de la social-démocratie.

La police de la bourgeoisie s'efforça d'intimider les délégués en organisant l'encerclement du congrès. Puis, le 31 décembre au matin, elle disparut soudain : moins d'une demi-heure plus tard apparaissait un commando en armes composé d'hommes de main de la police parallèle du Parti « communiste » français, dont l'intervention avait pour but de disperser le congrès. Ces agents de style doriotiste tirèrent environ dix coups de feu en direction des militants communistes marxistes-léninistes.

Le camarade Christian Maillet (qui comptait vingt-huit années de vie militante dans les rangs du P.« C. »F., dont il venait d'être exclu comme « pro-chinois ») reçut une balle de revolver en plein pied et dût être transporté à l'hôpital d'Aix-en-Provence.

Mais toutes ces attaques de la bourgeoisie et des dirigeants révisionnistes ne parvinrent pas à briser la résolution des congressistes et le Parti communiste marxiste-léniniste de France fut constitué, sa ligne politique élaborée, ses statuts votés, sa direction élue.

Mais dès après la tempête révolutionnaire de mai-juin 1968, au cours de laquelle le jeune Parti avait joué un rôle sinon dirigeant, du moins appréciable, le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie monopoliste invoqua avec cynisme un décret-loi du Front populaire de 1936 contre les ligues fascistes, pour décréter arbitrairement la dissolution du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Le processus de fascisation de la France commençait. Mais l'histoire du mouvement révolutionnaire mondial enseigne qu'un authentique parti marxiste-léniniste n'est jamais abattu par une simple mesure d'interdiction. C'est ce qui se passa pour le P.C.M.L.F., dont l'activité n'a jamais cessé depuis lors, comme en témoignent nombre de ses manifestations sous diverses formes à travers l'ensemble de notre pays.

S'il n'appartient pas à l'Humanité Rouge **de dresser un bilan d'activités dont elle ne possède pas les éléments, il lui revient néanmoins de saluer le cinquième anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France comme un événement d'une portée historique capitale dans la lutte contre le capitalisme et son complice méprisable, le révisionnisme moderne, pour la préparation de la révolution prolétarienne dans notre pays, comme sur le plan mondial, pour l'instauration de la dictature du prolétariat et du socialisme.**

L'Humanité Rouge **ne doute pas que le Parti communiste marxiste-léniniste de France remporte des succès de plus en plus décisifs en dépit des difficiles conditions de clandestinité qui lui sont imposées par l'Etat capitaliste bourgeois et qui sont utilisées à fond par les agents provocateurs de l'appareil policier parallèle du Parti révisionniste étroitement liés à la police de la bourgeoisie elle-même.**

Gloire aux 30 et 31 décembre 1967, journées d'une importance indélébile dans l'histoire du mouvement révolutionnaire prolétarien en France !

Krivine et les révisionnistes

Il y a eu de bonnes choses à l'émission « A armes égales », à la télé, jeudi Pendant quelques dizaines de minutes, Krivine, dirigeant de la « Ligue communiste », a asséné quelques vérités. Et chacun a pu voir : le livre — épais — qui rassemble le nom de tous les militants politiques fichés, une circulaire aux préfets qui vise à surveiller étroitement les membres des conseils de gestion des facs (ceux qui « participent »), le modèle d'une fiche de perquisition destinée aux Renseignements généraux et une circulaire de Marcellin demandant aux préfets de surveiller... les syndicats de policiers ! Toutes pratiques tout à fait illégales qui en disent long sur les méthodes policières de l'Etat bourgeois qui n'hésite pas à violer sa propre légalité... quand il le faut ! Stasi, politicien de ladite « majorité » — majorité des capitalistes s'entend ! — n'a rien trouvé à dire ! Et la vue de la carte électorale récemment cochée d'habitants de La Réunion morts il y a vingt-cinq ans l'a laissé tout aussi muet...

Tout penaud, le bourgeois Stasi, devant quelqu'un qui ne l'appelait pas « cher monsieur ». Tout penaud, le politicien Stasi qui espérait bien glaner quelques voix en faisant front commun avec son adversaire... contre le P.«C.»F. On ne respectait pas les règles du jeu ; Stasi ne pouvait plus jouer... Et que pouvait-il dire des licenciements à l'O.R.T.F., de la violence capitaliste journalière ? Des généralités démagogiques ! Ce sont les faits avancés par Krivine qui resteront.

Mais pour en arriver où ? **A voter pour l'Union anti-populaire !** C'était à n'y plus rien comprendre. Une dénonciation du capitalisme et de son Etat qui débouche... sur le vote pour un programme capitaliste, dans le cadre du même Etat ! Là est la contradiction fondamentale de l'attitude de Krivine : des critiques qui ont porté sans doute ; mais pas de perspectives claires et justes pour l'action politique du prolétariat. Une ligne opportuniste et de confusion, exactement comme l'explique la brochure de notre rédacteur Henri Jour : « Le programme de la Ligue communiste : confusion et opportunisme ».

A propos de Marchais

Comme on pouvait s'y attendre, la presse et les politiciens de la grande bourgeoisie utilisent le passé de Georges Marchais pour les besoins de leur propagande électoraliste.

Nos lecteurs comprendront que, dans ces conditions, nous ajournions au lendemain du scrutin législatif la publication de précisions nouvelles concernant ce qu'il est désormais impossible de ne pas appeler « l'affaire Marchais ». Nous refusons délibérément d'intervenir sur cette question au même moment que des gens, qui sont nos ennemis de classe les plus irréductibles. Nos raisons de dénoncer Marchais n'ont en effet rien de commun avec les motivations des réactionnaires et autres représentants des intérêts de la bourgeoisie monopoliste. Mais nous avons encore beaucoup à révéler. Nous ne le ferons donc, à la seule intention des travailleurs dupés par le révisionnisme moderne, qu'à l'heure qui n'autorisera aucune interprétation malhonnête à notre encontre et aucun amalgame avec qui que ce soit.

Nous sommes de vieux communistes et d'authentiques anciens résistants. C'est plus tard que nous apporterons donc des précisions nouvelles au sujet de Marchais, mais pas aujourd'hui où les crapules de la bourgeoisie en font un usage électoraliste et anticommuniste, en usant de l'imposture du P. « C. » F. qui continue à se présenter comme « communiste » alors que son XXe congrès vient de consacrer son reniement décisif des principes du marxisme-léninisme et de la voie révolutionnaire ouverte à la fois par la Commune de Paris et par la glorieuse et immortelle Révolution d'Octobre 1917 instituant la dictature du prolétariat en Union Soviétique.

J.J.

Capitalisme = hausse des prix

La hausse des prix est devenue vertigineuse : 0,5 % en août, selon les indices officiels, 0,6 en septembre, 0,9 en octobre. L'ascension de l'indice des prix, fût-il officiel donc tronqué, devient irrésistible. La machine s'emballe. Ou s'arrêtera-t-elle, se demande avec angoisse le gouvernement, à quelques semaines des élections.

Mais l'angoisse que connaissent les travailleurs face à cette hausse des prix est d'un tout autre contenu : c'est l'angoisse des fins de mois, les traites à payer, les saisies, le budget familial qu'on n'arrive pas à boucler, les jouets si chers, mais qu'il faut pourtant acheter, au prix de grands sacrifices, pour que les enfants, au moins, passent de joyeuses fêtes...

La démagogie des hommes du gouvernement, fidèles serviteurs de la classe des capitalistes, connaît elle aussi une irrésistible « inflation ». En février 1970, Chaban-Delmas déclarait : **« Nous avons prévu pour l'année 1970 que les prix monteraient de 3,9 %. Nous sommes si sûrs de la possibilité d'aboutir à contrôler, à maîtriser la hausse des prix que nous sommes prêts à garantir tout dépassement. »**

Bilan de la hausse en 1970 : 5,6 %. Officiellement — en réalité, entre 7 et 8 %.

Pour 1971, Giscard promettait : **« Pas plus de 3 %. »** Bilan officiel : 6 %, en réalité : 8 à 10 %.

Au début de cette année, Giscard, toute honte bue, remettait ça : **« 3,9 % pour 1972, c'est promis. »** On atteindra vraisemblablement les 10 %, une hausse record !

Alors que valent les pitreries télévisées de Messmer, qui vient de déclarer : **« La hausse des prix en 1973 est limitée à 4 %. »**

Tous ces bavardages seraient grotesques s'ils n'étaient destinés à faire oublier les difficultés croissantes que connaissent des millions de travailleurs. En fait, ils révèlent le cynisme sans borne de la petite poignée d'exploiteurs qui sont au pouvoir.

Cynisme, parce que les profits des capitalistes, quant à eux, se portent bien, merci. Depuis Thomson (+ 110 % d'augmentation du bénéfice net de 1970 à 1971) au B.H.V. (+ 204 %) en passant par Creusot-Loire (+ 35 %), Saint-Gobain (+ 26 %), etc.

Cynisme, parce que, aux yeux des capitalistes, le responsable, le seul responsable de la hausse des prix, c'est vous, travailleurs, vous qui réclamez des « augmentations inconsidérées de salaire » !

Le cycle « infernal » salaire-prix

Giscard d'Estaing l'a déclaré : **« L'augmentation des prix s'explique, à l'heure actuelle, par l'augmentation excessive des rémunérations. Si l'on veut donc revenir à une évolution plus modérée des prix, il faut revenir à une évolution plus modérée des rémunérations. Et il faut avoir la franchise de regarder ce phénomène en face. »**

Prenons Giscard au mot et regardons en face ce « phénomène » que constituent les explications qu'il avance. L'idée exprimée par Giscard, Messmer et tous les économistes bourgeois selon laquelle la hausse des prix découle de la hausse des salaires, cette idée est aussi erronée qu'ancienne. Au siècle dernier, elle avait déjà cours, et Marx l'a analysée et démolie de fond en comble. La démonstration de Marx représente le point de vue scientifique du prolétariat, à partir duquel nous pouvons combattre les explications fallacieuses des capitalistes.

En aucune manière le prix des marchandises ne saurait être réglé ou déterminé par les salaires. Selon les capitalistes, la hausse des salaires entraîne la hausse des prix parce qu'elle influe sur le rapport offre-demande. Giscard a déclaré dernièrement en présentant son « plan anti-hausse » : « Les prix augmentent parce que les Français ont trop d'argent par rapport à l'offre de produits. »

Marx a démontré que si les prix des marchandises oscillaient en fonction de l'offre et de la demande, c'était toujours autour d'un axe central représenté par la valeur de ces marchandises (le prix n'étant que l'expression monétaire de cette valeur). Or cette valeur n'est pas déterminée par le rapport offre-demande.

Selon la science marxiste, une marchandise a une valeur parce qu'elle est une cristallisation de travail social. La grandeur de la valeur est déterminée par la **quantité de travail social** nécessaire à la production de la marchandise. La plus ou moins grande amplitude du salaire n'a rien à voir dans la détermination de la valeur — donc du prix de la marchandise. Chaque jour, l'ouvrier travaille une partie de la journée pour lui, partie durant laquelle il crée une valeur équivalente au prix de sa force de travail (c.-à-d. son salaire). Le reste de la journée, il travaille **gratuitement** pour le patron : la valeur créée par lui durant cette seconde partie de la journée de travail tombe dans la poche du patron et devient profit capitaliste.

Si, grâce à sa lutte acharnée, l'ouvrier réussit à arracher une augmentation de salaire, on voit bien qu'il consacrera moins de temps à travailler **gratuitement** pour le patron et que le profit de ce dernier diminuera.

Le travail de l'ouvrier est la source de toute richesse, quelle que soit sa rémunération. Et précisément, où les ouvriers et les capitalistes puisent-ils leur « rémunération », c'est-à-dire pour les uns le salaire, pour les autres le profit ? De la seule valeur créée par le travail des ouvriers. C'est ce qui conduit Marx à indiquer très clairement :

« Le capitaliste et l'ouvrier n'ayant à partager que cette valeur limitée, c'est-à-dire la valeur mesurée d'après le travail total de l'ouvrier plus l'un recevra, moins l'autre recevra et inversement. Pour une quantité donnée, la part de l'un augmentera dans la proportion où celle de l'autre diminuera. Si les salaires changent, les profits changeront en sens contraire. Si les salaires baissent, les profits monteront, et si les salaires montent, les profits baisseront (...). Mais toutes ces variations sont sans influence sur la valeur de la marchandise. Une hausse générale des salaires entraînerait par conséquent une baisse du taux général du profit, mais resterait sans effet sur la valeur. » (Marx : **Salaire, prix et profit**, p. 55-56, Editions de Pékin.)

Voilà le point sensible où les patrons sont touchés par toute hausse des salaires : **le profit**.

Cependant, cette baisse des profits n'est que temporaire, car tout le mode de production capitaliste est tendu vers un seul objectif : l'accroissement de la masse des profits capitalistes.

Et, à l'heure actuelle, un des principaux phénomènes conduisant à l'augmentation **des profits est l'inflation**, qui se traduit par la hausse des prix. Cette inflation ne dépend pas de la volonté des capitalistes. Résultat du développement du système capitaliste, elle s'impose aux capitalistes comme aux ouvriers. Avec cette précision que pour les premiers elle signifie **hausse vertigineuse des profits** — et pour les seconds : **baisse du salaire réel !**

COMMANDEZ, LISEZ :

Karl MARX

« SALAIRE, PRIX ET PROFIT »

0,85 F + 0,20 F de port

F-100,

B.P. 120 - 75962 Paris - Cédex 20

L'inflation, maladie incurable du système capitaliste

Les économistes bourgeois expliquent **l'inflation de la même manière qu'ils justifient** le « cycle infernal » salaire-prix : par un déséquilibre global entre l'offre et la demande, ce qui provoque une hausse des prix et une dévaluation de la monnaie. Mais comment expliquer que depuis la première guerre mondiale, époque à partir de laquelle on peut **faire remonter le caractère inflationniste permanent de l'économie capitaliste**, on ait connu un déséquilibre permanent entre l'offre et la demande ? Aucun de ces économistes ne s'est aventuré à répondre à une telle question !

L'inflation provient de la nature du **système** capitaliste, caractérisé au vingt**ième siècle** par la prééminence du capi**tal financier**, le développement du système bancaire, c'est-à-dire du système de crédit, et la domination sans partage des banques — cela dans le but d'accumuler « à l'infini » le capital (« accumuler pour accumuler, c'est la devise des capitalistes », disait Marx).

Or les banques capitalistes, que ce soit les banques privées, les banques nationalisées ou la Banque de France, sont des créateurs permanents de crédits et de monnaies. C'est cela l'inflation : l'accroissement, le gonflement inconsidéré des signes monétaires. Voyez le tableau ci-dessous, où l'on voit que l'accroissement de la masse monétaire **est infiniment supérieur à l'augmentation de la production intérieure brute (P.I.B.). Voici l'inflation :**

	Augmentation de la masse monétaire	Augmentation de la P.I.B.
1967	13,1 %	5 %
1968	11,6 %	4,1 %
1969	6,1 %	7,7 %
1970	15 %	6,1 %
1971	17,4 %	5,6 %

On atteindra vraisemblablement les 20 % d'augmentation de masse monétaire en 1972.

La masse **monétaire** est augmentée (sans égard à l'augmentation de la P.I.B.) par le recours au crédit et à la fameuse « planche à billets ». Dans quel but ? dans celui d'accumuler, c'est-à-dire d'investir pour développer et rationaliser l'économie capitaliste afin de la rendre plus concurrentielle et d'en tirer le maximum de profit.

Les dernières années notamment, il est devenu urgent pour les capitalistes français de rénover les structures industrielles afin de faire face à une concurrence accrue. Pour cela, il leur faut des capitaux énormes (par exemple, la seule première tranche du complexe sidérurgique de Fos coûte 700 milliards d'anciens francs). Comment se procurent-ils ces capitaux ? Avec l'aide de l'Etat, par les prêts bancaires (publics ou privés) et par la fiscalité directe et indirecte (augmentation des impôts et des taxes à la consommation). Le résultat est évident : gonflement de la masse monétaire, dépréciation de la monnaie et hausse des prix, à la fois par la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie et par l'alourdissement des taxes indirectes — donc, pour les travailleurs, **dégradation constante de leurs conditions de vie.**

C'est cela l'inflation, fondamentalement. Bien sûr, d'autres phénomènes concourent à l'aggraver, que nous ne pouvons indiquer dans le cadre de cet article. Citons entre autres :

— Les frais parasitaires, comme la publicité qui coûte des milliards ;

— Les dépenses parasitaires, pour l'armée, la police, etc. (le budget militaire est de 25 milliards de nouveaux francs, soit 25 % du budget de la nation) ;

— L'environnement d'un monde capitaliste « inflationniste », notamment l'exportation constante de l'inflation américaine, etc.

L'inflation : une maladie incurable du système capitaliste, qui ne disparaîtra qu'avec ce système.

Un plan antihausse... des salaires

Face à cela, les « remèdes » proposés récemment par Giscard-Messmer ne sont que baumes de charlatans.

La mesure la plus spectaculaire est la diminution du taux de la T.V.A. sur certains produits : réduction de 2 % sur les produits manufacturés, 7 % sur le bœuf (qui a augmenté de 25,5 % cette année), 10 % sur... la pâtisserie, etc.

Cette réduction de la T.V.A. n'aura que peu d'effets, comme les ménagères s'en rendent compte. Elle ne peut d'ailleurs qu'inciter les patrons à empocher l'équivalent de ce dégrèvement fiscal ! De toute manière, Giscard lâche d'une main, avant les élections, ce qu'il reprendra de l'autre après mars 1973 en alourdissant les impôts directs.

L'emprunt d'Etat de 5 milliards qui servira dans l'immédiat à compenser les baisses de T.V.A. n'intéresse que les riches, et bien évidemment pas les millions de travailleurs qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Quel beau cadeau de fin d'année pour les banques et les richards : un emprunt indexé sur le prix de l'or.

Les mesures les plus significatives prises par Giscard-Messmer sont d'un tout autre ordre : il s'agit d'abord d'un encadrement des salaires. Le gouvernement « recommande » au patronat de limiter la hausse des salaires à 7 %. La hausse des prix tournant autour de 10 %, on voit le résultat. Comme Luc Dacier l'a expliqué à maintes reprises dans nos colonnes, les « contrats de progrès », à travers lesquels le gouvernement veut « encadrer » les salaires, visent à maintenir la paix sociale tout en altérant le pouvoir d'achat réel de la masse des ouvriers.

La dernière mesure est le contrôle renforcé du crédit. Il sera plus difficile pour les travailleurs d'obtenir des crédits.

Le plan de Giscard-Messmer : des promesses, des tours de passe-passe... et une pression plus forte sur les salaires et la consommation des larges masses travailleuses.

***

L'inflation, responsable de la hausse des prix, n'est pas un phénomène temporaire, lié à la « croissance économique » comme veulent le faire croire politiciens et économistes bourgeois. Dans les pays qui connaissent ces dernières années une certaine régression économique avec augmentation du chômage, comme les U.S.A. et surtout la Grande-Bretagne, l'inflation continue à galoper. Les économistes ont forgé un nouveau mot pour désigner (sinon expliquer) ce phénomène qu'ils jugent « paradoxal » et qui les laissent perplexes : la « stagflation », c'est-à-dire l'inflation dans la stagnation.

Les ouvriers conscients, quant à eux, tirent d'autres conclusions, plus logiques : combattre pied à pied pour défendre leurs salaires et arracher des augmentations de salaire. Mais cette lutte, **absolument** nécessaire, n'est pas suffisante, car elle ne s'attaque qu'à l'effet du mal, non à ses racines. L'inflation rogne la hausse des salaires ; pour supprimer l'inflation, il faut abattre, par la **lutte révolutionnaire**, le système capitaliste et instaurer le socialisme.

Capitalisme = hausse des prix.

Socialisme : = stabilité ou baisse des prix.

INDOCHINE

NIXON INTENSIFIE LES CRIMES

17 *décembre* 1972 : bombardement général du territoire Nord-Vietnamien *par l'aviation américaine.* Les plus forts bombardements depuis le début de la guerre. *Les banlieues de Hanoï et Haïphong bombardées. Des mines à nouveau larguées dans le port de Haïphong.*

Fini le cirque du Docteur Kissinger. Finis les sourires « optimistes », les clins d'œil complices aux journalistes, les déclarations auto-satisfaites, les « confidences » : « la paix est pour demain »... « dans quelques heures » — aussitôt rapportées, commentées, amplifiées démesurément par la presse et la radio.

*Nixon ne joue plus. Il reprend sa marche criminelle sur le sentier de la guerre qu'*il n'avait en fait jamais quitté. *Car, pendant qu'il manœuvrait avec son comparse Kissinger, ses bombardiers lâchaient leurs tonnes de métal sur le Sud du Vietnam, il intensifiait la fourniture d'armes en tout genre dans toute l'Indochine, et les patriotes vietnamiens succombaient sous les tortures dans les geôles de Thieu.*

Que sont-elles devenues maintenant *ces fameuses « contradictions » entre Nixon « qui veut la paix » et Thieu «qui veut la guerre» ? Comme les Vietnamiens l'ont toujours dit, ce n'était là que* mise en scène *destinée à abuser l'opinion publique mondiale.*

Maintenant que le criminel de guerre Nixon reprend l'escalade au Vietnam, cette opinion publique mondiale voit clairement que l'impérialisme américain n'a jamais voulu la paix, *qu'il veut toujours contraindre le peuple vietnamien, par la force des armes, à accepter ses conditions arrogantes, qu'il n'a jamais abandonné ses folles prétentions : asservir le Vietnam, en faire une néo-colonie soumise.*

Nixon a sans doute crû qu'il avait endormi la vigilance et émoussé la détermination du peuple vietnamien et des peuples d'Indochine. Comme il s'est trompé !

Le peuple vietnamien a une longue expérience. Il y a 12 *ans naissait le F.N.L.,* Front National de Libération du Sud-Vietnam, *le* 20 *décembre.* 1960 : *c'est la terreur organisée par Diem qu'encourage l'impérialisme U.S. à demi-camouflé. Terreur sanglante dans les villes et les campagnes pour réprimer les mouvements populaires. Des guillotines ambulantes font le tour du pays ; on exécute les anciens résistants et tous les opposants jugés par des tribunaux d'exception. Pillages, viols, incendies se répètent d'une région à l'autre. Les paysans sont regroupés dans des camps appelés « centres de prospérité ». Bilan :* 90.000 *tués,* 190.000 *blessés,* 800.000 *détenus ! La lutte armée est à l'ordre du jour et l'auto-défense armée se généralise dès* 1959. *En janvier* 1960, *dans la province de BenTre, les forces insurrectionnelles et les paysans balaient les administrations diémistes. Et la seconde résistance se donne une arme indispensable : le F.N.L., front uni qui poursuit un but clair :*

« RECONQUERIR L'INDEPENDANCE ET LA LIBERTE, front uni qui rassemble toutes les classes, couches, partis et patriotes qui veulent lutter pour l'indépendance, la démocratie et la paix. En 12 *années de combats acharnés, le Front a grandi en représentativité et en force. De nombreuses organisations et des milliers d'hommes l'ont rejoint. Et ses victoires politiques, militaires et diplomatiques ont succédé aux victoires.*

Nixon peut-il tromper un peuple en armes, organisé et expérimenté, admirable d'audace et d'inflexibilité ? Peut-il le vaincre ? NON ! Voilà ce que nous rappelle l'histoire du F.L.N. et celle de sa naissance, il y a 12 *ans. Les faits d'aujourd'hui confirment cette certitude ; il y a quelques jours à peine, le plus gros dépôt de munitions a sauté à quelques km de Saïgon. L'étau des combattants se resserre sur les Hauts Plateaux alors que l'armée de Saïgon se désagrège. Demain, les patriotes multiplieront leurs coups. Tant qu'ils n'auront pas conquis la paix juste et véritable.*

La nouvelle offensive américaine, les nouveaux crimes de Nixon sont voués à l'échec. Ils révèlent en tout cas aux yeux de tous le vrai visage de l'impérialisme : fauteur de guerre par nature, *arrogant* jusqu'à la défaite.

Plus que jamais, notre tâche est de développer un soutien résolu au peuple vietnamien et aux peuples indochinois.

Le peuple vietnamien ne pliera jamais sous les bombardements de terreur. Ci-dessus femmes vietnamiennes apprenant à lutter contre les avions des criminels américains.

Août 1942 ; c'est la seconde guerre mondiale ; quelque part, près de la frontière vietnamienne, en Chine, un homme est en prison. La police de Tchang Kaï-chek le conduit d'une geôle à l'autre, marches forcées, bras garottés, la faim, le froid, les fièvres, voilà son lot.

Pourtant le prisonnier garde l'espoir. Il écrit, et ce qu'il écrit est d'une bouleversante simplicité. Cet homme est Hô Chi Minh et dans son « Carnet de prison » chante le Vietnam meurtri, le Vietnam prisonnier, le Vietnam combattant !

—o—

Sur la route...
Mes gardiens portaient un cochon.
Tout en portant un porc, les gardes me tiraient...
On porte le cochon ; l'homme on le tient en laisse.
Vous valez moins qu'un porc ! Le prix de l'homme baisse
Quand il n'a plus l'usage de sa liberté.
Des cent misères et mille détresses
Il n'est pire misère que de perdre la liberté.
Quand chaque mouvement, chaque geste vous est mesuré,
Vous êtes un cheval, un bœuf qu'un autre tient en laisse.

(« Carnet de prison », p. 37.)

—o—

Journal de prison
C'est ton corps qui est en prison
Ton esprit n'est pas en prison.
Pour mener la grande entreprise
Tu dois garder le moral bon.

(P. 1.)

—o—

« Alerte au Vietnam »
Plutôt mourir que vivre en valetaille
Quand flottent partout nos libres drapeau
Quel malheur d'aller au fond d'un cachot
Sans pouvoir servir sur le champ de bataille.

(P. 51.)

DÉNONÇONS LA RÉPRESSION TERRORISTE DE THIEU !

Jamais la terreur n'a atteint un tel degré au Sud-Vietnam. Tous les moyens sont bons pour étouffer les aspirations à la paix du peuple, pour liquider les représentants de la troisième force et s'opposer à la politique de concorde nationale du G.R.P. 50 000 personnes arrêtées les premiers jours de novembre ! Thieu fait arrêter sans jugement, y compris les membres de son administration ; on classe les prisonniers par catégories pour liquider les plus « dangereux ». « Plutôt les tuer par erreur que de les laisser échapper » ; telle est la devise Thieu, odieux tortionnaire digne de ses maîtres U.S. !

Ci-dessous, des témoignages qui nous viennent des bagnes du Sud-Vietnam. Faisons-les connaître et que grandisse l'indignation contre la barbarie impérialiste !

Notre serment

(Extrait d'une lettre de Nguyen Thi Loc, détenue à Poulo-Condor - février 1972)

« ... J'avais entendu parler de ce bagne comme d'un enfer.

» En effet, quelques jours plus tard, nous fîmes connaissance avec les tortures habituelles : pinces chauffées au rouge prenant en tenailles nos chairs intimes, supplice de l'eau de savon, clous enfoncés dans les doigts, supplice de l'électricité, piqûre du sérum de vérité, etc. Mais nous étions accoutumées à pareil traitement depuis notre détention. A Thu Duc, la petite Nguyen Thi Cuc fut soumise pendant trois jours à la torture et avait succombé en disant : « Je vous dis adieu mes sœurs... » Mon seul crime est d'avoir désiré la » paix... Je vous souhaite de mieux » résister aux sévices »...

» Mais à Poulo-Condor, en plus de ces tortures, les bourreaux projetaient de piétiner notre honneur pour amadouer la lutte des hommes. D'abord on nous avait mises à part, puis nous fûmes bientôt disséminées dans les cellules bondées où se tenaient enfermés les hommes.

» Un jour, ils nous emmenaient toutes ensemble à la torture. Les coups déchiraient nos vêtements, lacéraient nos corps. Pourtant, les gardiens nous violaient devant les détenus. Puis ceux-ci furent contraints de les imiter. Nous nous opposâmes à leur entreprise de toutes nos forces, les détenus étaient révoltés d'une pareille inhumanité. N'ayant pu réaliser leur dessein bestial, ils nous livraient à des meutes de chiens qui nous mordaient cruellement. Pour se venger de notre résistance, les bourreaux enfonçaient des bâtons dans nos parties intimes. Certaines de nous succombaient sous ces odieux supplices.

» Les atrocités variées étaient indicibles...

» Les cannibales se repaissaient de chair humaine, et le plus haï et méprisé de tous, c'est Nixon, car depuis son entrée en fonction, les tortures sadiques augmentaient en fréquence. Les « cages » à tigres », les « étables », les « ter- » riers », les « porcheries »... furent construits en grande quantité. Les prisonniers arrivaient par cargaisons... et des tombes nouvelles envahissaient les cimetières de Poulo-Condor.

» Malgré toutes ces épreuves, nous avons maintenu sans tache l'honneur de la femme sudvietnamienne, faisant preuve d'un courage et d'une indomptabilité qui forcent le respect de nos bourreaux. Nous nous rappelons sans cesse ces vers :

« L'amour n'est beau que dans la » lutte. »

« La vie nest digne d'être vécue que » si l'on reste fidèle à son serment. »

» Nous avons fait solennellement le serment de « Mourir pour que vive la » patrie », nous ne reculerons pas devant la férocité yankee jusqu'à ce que notre pays reconquière son indépendance et sa liberté...

» Poulo-Condor, février 1972. »

DE GUERRE ET L'AGRESSION U.S.

Laos : un peuple intrépide et victorieux

Laos : un pays montagneux, un petit peuple. Telle est l'image qu'on nous donne ici. Peuple intrépide qui tient tête, aux côtés de ses frères vietnamien et khmer, à la première puissance impérialiste du monde. Voilà l'image réelle du Laos.

FACE A LA « GUERRE SPECIALE »...

Une position stratégique

1954 : les colonialistes français sont chassés du Laos. Depuis 50 années, ils ont extorqué ses richesses, étain, produits des plantations ; depuis plus de 50 ans, ils ont sucé le sang du peuple qui a ployé sous le poids des impôts et des corvées (4 à 5 mois par an au service des colonialistes parfois), sous les coups des privations et de la répression. En 1945 déjà, les colonialistes français avaient dû céder, vaincus par l'embrasement populaire. Comme au Vietnam. Mais ils avaient repris du poil de la bête ; 9 ans plus tard, les voilà à nouveau à bout : ce sont les Accords de Genève.

1950 : les yankees sont déjà là. Avec leurs armes et leurs dollars, leur personnel militaire et leurs projets d'aérodromes. La stratégie de « guerre spéciale » se dessine. Car l'enjeu est gros : le Laos détient une position stratégique dans le Sud-Est asiatique. « *Une position-clé dans la stratégie générale de l'Asie du Sud-Est* » affirme Foster Dulles : de là on peut encercler le camp socialiste ; de là on peut saboter et contrôler les mouvements de libération nationale. L'objectif yankee est à peine voilé : on fera du Laos une néo-colonie et une base militaire U.S.

Une néo-colonie et une base militaire U.S.

En 1954, les patriotes se sont organisés dans les provinces de Saw Neva et de Phong Saly au Nord du Laos. Washington, lui, entend s'occuper du reste et éliminer la Résistance. Qu'en est-il aujourd'hui ? un tiers du territoire est sous le contrôle de l'administration fantoche de Souphanna Phouma. Capitale : Vientiane. 95 à 97 % du budget de l'administration de Vientiane sont couverts par « l'aide » américaine ; les impérialistes contrôlent tous les organismes financiers, bancaires et de commerce extérieur. Le bilan ? Prospérité et luxe insolent pour quelques bourgeois à la solde des yankees, misère grandissante pour les masses populaires ; le coût de la vie a augmenté 21 fois ces dernières années ! Le riz est importé de Thaïlande et sur toutes les marchandises U.S. importées, s'étale l'étiquette « Amitié U.S. Lao », un drapeau étoilé et deux mains serrées ! Curieuse amitié qui dessaisit le peuple lao de son indépendance politique. A Vientiane, l'ambassadeur U.S. est le « roi » ; une véritable administration U.S. double celle de Vientiane. L'USAID, état major et centre de service logistique dirige les milliers de « conseillers militaires »... et toutes les autres forces militaires en jeu. Là, plus qu'ailleurs encore, c'est la C.I.A. qui organise, complote, manœuvre, finance... ; elle s'est construire sa ville : Long-Cheng (voir article ci-contre).

Les instruments de l'agression

Pour maintenir leur domination, les Etats-Unis ont usé à la fois de la ruse et de la force. En position de faiblesse, ils ont laissé s'organiser un gouvernement royal d'union national à deux reprises : en 1957, aux accords de Vientiane, en 1962 par de nouveaux accords de Genève. Puis ils ont toujours tenté de reprendre les choses en mains et ont intensifié leur « guerre spéciale ».

Quels sont les moyens de cette guerre « made in U.S.A. » ? Tout d'abord, la guerre aérienne déclenchée massivement en mai 1964. Aujourd'hui, elle atteint un niveau tristement « record ». Plus de 1.000 sorties par jour; B52 larguant des bombes de 7,5 tonnes, etc. En 3 ans, 3 millions de tonnes, l'équivalent de 150 bombes atomiques d'Hiroshima. En moyenne, chaque habitant de la zone libérée a dû subir 3 tonnes de bombes !

Autre instrument : les armes fantoches qui font la guerre américaine pour l'impérialisme et sous sa direction ! D'abord, l'« armée royale Lao » liée à l'administration fantoche de Vientiane. Surtout depuis 1968, les « forces spéciales », armée de mercenaires payés par la C.I.A. et recrutés chez les minorités nationales — Meo surtout — les « conseillers » U.S. jouant des contradictions entre ethnies. Enfin, les troupes thaïlandaises qui ne cessent de grandir à la demande de Washington.

Tels sont les moyens militaires de la « doctrine Nixon » au Laos. Une revue américaine écrivait en 1970 :

« *Si au cours de la prochaine décennie, les U.S.A. interviennent dans le Tiers-Monde, leurs actes se modèleraient probablement sur l'expérience au Laos plutôt que de répéter les échecs au Vietnam* ».

Les agresseurs ne renoncent pas à leurs menées ; mais combien sont peu flatteurs leurs sinistres « modèles » ! Car « l'exemple lao » n'est rien d'autre qu'une faillite complète pour l'impérialisme américain.

...DES VICTOIRES POPULAIRES

Au Laos, c'est le Front Patriotique Lao (Le Neo lao Haksat) l'organisateur des victoires. Front Uni des larges couches du peuple lao, il prend la relève du Neo Lao Itsala en 1936.

Sur le terrain

Ces dernières années, les espoirs américains ont été déçus sous les coups redoublés des Forces Patriotiques Lao. Non « l'expérience U.S. au Laos », exemplaire des actes criminels des yankees, n'est pas un « modèle » pour eux. Et si « modèle » il y a, il est fort encourageant pour le peuple lao et les peuples du monde. Rappelons-nous les grandes victoires stratégiques qui rythment la lutte prolongée de l'héroïque peuple lao :

— Janvier 1968 : victoire de Nam Bak ;

— 1970 : contre-offensive victorieuse à l'encontre de l'opération U.S. « Kou Kiet » ;

— Février 1971 : victoire sur Lamson 719 ; Nixon a lancé 40.000 soldats fantoches, y compris saïgonnais sur la route n° 9. L'aviation pilonne sans répit ; c'est le point culminant dans l'escalade de la « guerre spcéaile dite intensifiée ».

C'EST LA DEBANDADE DANS LES RANGS FANTOCHES !

— Janvier 72 : prise de Long Cheng (cf billet ci-contre).

Aujourd'hui, l'impérialisme U.S. est réduit à la défensive sur le terrain ; 70.000 soldats fantoches ont été mis hors de combat ces dernières années. Les troupes de Vientiane sont sur la défensive ; les zones contrôlées par les forces spéciales, enclavées dans la zone libérée ont été éliminées. Le moral des mercenaires thaïlandais est au plus bas. Encore un mot : près de 2.500 avions ont été descendus ces 8 dernières années !

L'impérialisme U.S. est dans l'impasse ; et ses tentatives successives n'ont abouti qu'à une chose : dévoiler encore mieux son *visage d'agresseur*. Aujourd'hui, il n'est plus personne ou presque pour dire que « la guerre au Laos n'est pas une guerre *américaine* ».

Dans les zones libérées

Aujourd'hui, le « grand arrière » de la Résistance, d'un seul tenant rejoint le territoire de la R.D.V. et des zones libérées du Sud-Vietnam et du Cambodge. Il abrite la moitié du peuple lao : 1,5 million d'habitants environ. Là s'organise la résistance et se développe la vie nouvelle. Dans les grottes et les ravins des montagnes lao. En 5 ans, les paysans ont accru la surface cultivée de 33,8 %. Sous la pluie des bombes et les armes à la main. Le peuple a créé de toutes pièces des entreprises industrielles : industries mécaniques et de réparation, fonderies, imprimeries, décortiqueries. Avec les moyens du bord. Le peuple lao que les colonialistes avaient voulu « des paysans arriérés », va de l'avant avec audace. Il a créé des écoles dans les villages les plus reculés ; il construit sa première université ; on y parlera le « lao » bien sûr. Il a bâti des hôpitaux, près d'une centaine à ce jour.

Tels sont les patriotes laos ; intrépides les armes à la main ; infatigables dans la construction de la patrie heureuse de demain. Voilà le véritable MODELE qu'apporte le peuple lao au monde. Il est à l'opposé des vaines espérances de Nixon !

Nixon le sait bien qui a subi un nouvel échec avec la reprise récente des discussions entre le Front Patriotique Lao et la « droite de Vientiane » de Souphanna Phouma. La position du Front est claire :

1) fin de l'agression U.S. au Laos : départ des conseillers U.S., et des troupes fantoches, dissolution des forces spéciales et démantèlement du dispositif logistique U.S. au Laos.

2) Respect du droit à l'autodétermination du peuple lao ; ses affaires ne peuvent être réglées que par lui-même.

Ces exigences sont conformes aux Accords de Genève de 1962 qui garantissaient la souveraineté, l'indépendance, la neutralité, l'unité et l'intégrité territoriale du Laos. Elles ne sont que justice. Nous devons les soutenir sans réserves, assurés que, tôt ou tard, l'intrépide peuple lao saura les imposer aux agresseurs.

Camille GRANOT.

LES CAHIERS DE LA CHINE NOUVELLE

Nouvelles transmises par l'Agence Hsinhua

Abonnement quotidien :

	1 an	6 mois
France	130 F	70 F
Europe	145 F	75 F
Etranger - par avion	160 F	85 F

Abonnement hebdomadaire :

	1 an	6 mois
France	45 F	25 F
Europe	60 F	35 F
Etranger - par avion	80 F	45 F

Abonnement quotidien. — Parution tous les jours de la semaine, excepté les samedi et dimanche, de toutes les dépêches transmises par l'Agence Hsinhua de Pékin et quelques numéros spéciaux édités à l'occasion d'événements importants survenus dans le monde.

Abonnement hebdomadaire. — Parution tous les vendredis - Sélection des dépêches parues dans la semaine et suppléments identiques à ceux du « quotidien ».

Nom : .....

Rue : .....

Ville : .....

Virement ou mandat postal au C.C.P. des « Cahiers de la Chine nouvelle » - 925 22 - Paris - B.P. 198 Paris R.P.

C'EST NOS FRERES QU'ON ASSASSINE

Crime de l'O.A.S. sioniste

Une nouvelle fois, les bandes armées sionistes ont frappé. En plein Paris, cette fois-ci. Le 8 décembre au matin, Mahmoud Hamchari, représentant à Paris de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.), est grièvement blessé par une explosion qui ravage le petit appartement qu'il occupe, dans le 14e arrondissement.

La police laisse immédiatement courir un « bruit » : Hamchari aurait été blessé alors qu'il était en train de fabriquer une bombe. Dans un odieux communiqué, le Front des étudiants juifs s'empresse de reprendre cette affirmation, avant de conclure en réclamant... « l'arrestation du terroriste Hamchari » !

La ficelle était trop grosse. A regret, la police doit abandonner cette première version « officielle » pour reconnaître que l'explosion était due à une petite bombe très perfectionnée déposée dans le meuble contenant le téléphone.

Elle se refuse pourtant toujours à établir le moindre lien entre cet attentat et un autre fait, pour le moins curieux : quelques jours auparavant, deux Israéliens armés étaient arrêtés en pleine nuit à quelques pas du domicile de Mahmoud Hamchari. Introduits en France à l'aide de faux passeports, ils avaient volé une voiture à Lyon pour gagner Paris, renversant un agent motocyliste qui entendait contrôler leurs papiers.

Pourtant il s'agit bel et bien d'une nouvelle application des appels au meurtre lancés par Golda Meir, au lendemain du drame de Munich : « Israël frappera les organisations de fédayin en tous lieux », avait-elle proclamé.

Et les actes avaient suivi, de peu, les paroles des assassins :

— 4 octobre : attentat à la bombe contre la librairie « Palestine » à Paris.

— 16 octobre : assassinat d'Abdel Wael Zouaiter, porte-parole du « Fath » à Rome.

— 2 décembre : un groupe de nervis sionistes envahit la salle du 44 rue de Rennes.

— Essedine Kalak, ex-président de la G.U.P.S. à Paris, reçoit une lettre piégée.

— Trois tentatives d'assassinat ont lieu contre des étudiants palestiniens en Europe : Omar Soufan (Suède), Awadallak (Danemark), un autre encore en R.F.A.

Cette série de crime odieux témoigne assez de l'activité des groupes terroristes sionistes en Europe. La discrétion dont la presse fait preuve à leur égard est une nouvelle preuve des complicités dont ils disposent. Mais elle marque aussi de façon éclatante l'inquiétude que suscite, en Israël, l'héroïque Résistance palestinienne dont les colonnes de la presse sioniste s'épuisent à annoncer périodiquement la « liquidation ».

Et si le sionisme juge bon d'exporter en Europe les méthodes fascistes de terreur et de violence qu'il utilise depuis si longtemps en Palestine, c'est parce qu'il redoute la sympathie croissante qu'y rencontre la juste cause de la Résistance palestinienne.

En témoigne les diverses manifestations qui se sont déroulées à Paris, comme à Marseille, rassemblant des centaines d'ouvriers français et immigrés, intellectuels progressistes, fraternellement mêlés, qui scandaient : **« A bas le terrorisme sioniste ! », « Palestine vaincra ! », « Sionistes, fascistes, assassins ! »**, proclamant ainsi résolument leur détermination à se tenir aux côtés du peuple palestinien, coûte que coûte.

En témoigne aussi l'appel lancé par quarante médecins français :

« Au nom des quarante médecins et infirmiers qui sont partis en septembre 1970 à Amman afin d'aider le peuple palestinien victime d'une tentative de génocide, nous nous élevons contre les attentats criminels dont sont l'objet les Palestiniens quel que soit leur lieu de résidence et plus particulièrement contre celui dont a été victime le représentant de l'O.L.P. à Paris, notre ami Mahmoud El Hamchari.

» La présence parmi les médecins à Amman de nombreuses personnes d'origine israélite n'est pas pour étonner. N'ayant que trop connu dans leur chair ou par leurs familles la discrimination, l'injustice... ils s'élèvent avec plus de force encore contre toutes les formes de racisme.

» Tout en défendant leur origine, leur histoire et leurs mœurs juives, ils ne sauraient confondre ceci avec l'idéologie sioniste qui tend à éliminer sociologiquement et surtout physiquement tout un peuple chassé de sa terre. Ceci est encore aggravé par les récentes déclarations du gouvernement israélien qui recommande de porter la lutte contre les Palestiniens partout dans le monde. Après l'attentat de Rome qui a coûté la vie à Abdel Wael Zouaiter, c'est à Paris que les services secrets israéliens pensent se faire la main.

» Il est vrai que depuis l'affaire Ben Barka, l'opinion française sait qu'il n'est pas très difficile pour un gouvernement étranger réactionnaire d'attaquer ses opposants progressistes sur le sol français. »

De leur côté, les représentants des peuples et des Etats arabes en France ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle ils ont dénoncé **« une campagne anti-arabe créant, en France, un climat de suspicion à l'égard des milieux arabes en général et palestiniens en particulier »**, avant d'affirmer : **« Nous nous considérons comme responsables de tout Arabe vivant en France. »**

Notre peuple ne tolèrera pas davantage que, grâce à la bienveillante complicité de ses exploiteurs, les fascistes israéliens viennent, sur son propre sol, semer la terreur et tenter de porter des coups à nos frères palestiniens.

A bas l'impérialisme, le sionisme et le racisme !

Vive la solidarité active des peuples français et arabes !

Marseille : Bidonville Colgate

Réussite de « l'opération Portes ouvertes »

Cette opération, organisée par le Comité de Soutien pour le relogement du Bidonville Colgate, a connu un succès considérable. **Préparée avec l'accord et la participation enthousiaste des habitants du Bidonville,** elle s'est déroulée dimanche 17 décembre de 10 heures à midi et de 14 h à 17 h.

Dès « l'ouverture de portes » des barraques, les nombreux visiteurs, venus apporter leur solidarité et leur soutien aux travailleurs immigrés ont été pris en charge par les jeunes qui ont guidé les groupes de « maison en maison »... Ces jeunes immigrés ont répondu à une foule de questions posées avec sérieux et de nombreuses personnes ont pu comprendre, souvent pour la première fois, les terribles réalités de la vie faite à ces travailleurs victimes de la plus inhumaine exploitation.

Près de 2 000 personnes, représentant les courants idéologiques les plus divers, engagés ou non dans la lutte politque, ont ainsi participé à cette manifestation ininterrompue contre une des formes les plus barbares de l'exploitation capitaliste.

Plus de 80 personnes ont manifesté le désir de particper à l'action du Comité.

Les visiteurs, souvent émus aux larmes, ont pu prendre conscience de cet aspect de la « société de consommation » que les politiciens réactionnaires voudraient tenir hypocritement caché !

Le foyer du bidonville avait été aménagé par les habitants eux-mêmes en salle d'exposition : sur les murs de la barraque des panneaux de photos et documents dénonçaient les mensonges répandus par la bourgeoisie sur les travailleurs immigrés.

Un montage de diapositives commentées sur la vie dans les bidonvilles de Paris et Marseille a été projeté aux groupes de visiteurs.

Différents militants d'autres bidonvilles sont venus prendre contact avec le Comité de Soutien en vue de coordonner l'action : deux militants de la Pointe Rouge par exemple ont demandé l'aide du comité pour 8 familles gitanes qui doivent être expulsées jeudi prochain de leurs roulottes.

Cette manifestation réussie n'est qu'un début... elle ouvre des perspectives concrètes pour la défense des droits les plus élémentaires de nos frères de classe immigrés, actuellement surexploités, volés, trompés et souvent même assassinés, dans les rues ou les commissariats de la police fascisante, comme ce fut le cas dernièrement pour le frère Mohammed Diab, abattu froidement à la mitraillette...

Seule la lutte paie, elle est en marche à Colgate.

Les militants marxistes-léninistes de l'Arénas-Colgate

l'assassin de Mohamed Diab doit être condamné

Le samedi 16 décembre devait avoir lieu une manifestation de protestation contre l'assassinat de l'ouvrier algérien Mohammed Diab au commissariat de Versailles. « *L'Humanité Rouge* » avait appelé ses camarades à s'y joindre. La préfecture de police ayant interdit la manifestation cela n'empêcha pas de nombreux anti-fascistes de s'y rendre parmi lesquels des militants de « *l'Humanité Rouge* ».

Dès 16 heures, les C.R.S. et gardemobiles chargèrent. Voici quelques unes des scènes que nous avons pu voir :

— Un travailleur immigré voyant embarquer sans motif plusieurs personnes en demande la raison et se voit lui aussi embarqué ;

— Les flics chargent, une femme avec son enfant (3 à 4 ans) est bousculée, le gosse tombe piétiné par la foule. Les flics le ramassent et l'embarque ;

— Un noir frappé par les flics reste à moitié sans connaissance. Deux personnes l'entraînent pour le soustraire aux flics ;

— Un manifestant lors d'une charge est enchaîné à un arbre par les flics qui le frappent sauvagement ;

— A noter que les flics s'acharnaient de préférence sur les travailleurs immigrés.

161 personnes ont été conduites à Beaujon parmi lesquelles une quarantaine de travailleurs algériens. Arrivés à Beaujon français et immigrés furent séparés. Que s'est-il passé alors ? D'après « *Le Figaro* » voici les propos tenus par un flic :

« *Moi, j'espère bien que dix ratons seront flingués d'ici à un mois !* »

Après la manifestation des procédures ont été ouvertes en particulier contre Alain Geismar pour appel à une manifestation interdite et pour infraction à la loi anti-casseurs.

Nous n'accepterons pas, tous les anti-racistes, tous les anti-fascistes, n'accepteront pas que des inculpations aient lieu. Voici bien la justice bourgeoise : un ouvrier algérien est assassiné, le flic-meurtrier est libre ; des anti-racistes manifestent, les flics les matraquent et on voudrait les inculper ! Encore une fois nous ne l'accepterons pas !

C'est l'assassin de Mohammed Diab qui doit être condamné !

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56 rue des Haies, 75020 PARIS — Dépôt légal : 4e trimestre 1972